

LES RÈGLES DE FIXATION DES TAUX DE FISCALITÉ LOCALE APPLICABLES EN 2013

La présente note précise les **règles de fixation des taux d'imposition en 2013**. Elle comporte notamment un **état de notification des taux d'imposition (1259) commenté**, ainsi qu'un **tableau** présentant les **taux moyens communaux constatés en 2012, par département**, permettant de connaître les différents **taux plafonds** ne pouvant être dépassés en **2013**.

Concernant les **états 1259**, leur **diffusion** aux collectivités locales a **démarré le 21 février** (pour les informations relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) et devrait être **terminée** au plus tard :

- **le 8 mars** pour les **communes** (états 1259 COM),
- **entre le 7 et le 15 mars** pour les **EPCI** (états 1259 FPU et 1259 CTES).

Depuis deux ans, les **évolutions** concernant ces états sont **mineures**. Elles tiennent compte des **nouveautés législatives** issues des dernières lois de finances :

- le produit de la **nouvelle dotation** versée aux communes **ayant perçu en 2012 la taxe d'habitation sur les logements vacants** (et qui ne le peuvent plus en raison de l'article 16 de la LF 2013) est ajouté aux états de notification.
- les **états** des **EPCI** ont été enrichis de **nouveaux taux moyens** permettant d'**afficher l'ensemble des options possibles** en matière de vote des taux pour les **EPCI issus d'une fusion**.
- certaines **règles de calcul** ont été **modifiées** sur les **taux de référence** de l'**année précédente** édités sur les états de notification servant à l'application des **règles de lien**.
- les **règles de répartition** des montants de la **dotation de compensation de la réforme de taxe professionnelle** et la **garantie individuelle de ressources** (DCRTP/GIR) calculés en 2012 ont également été **réaménagées** afin désormais d'affecter aux EPCI de rattachement la part intercommunale déterminée sur la commune.

Les différentes **possibilités d'évolution différenciée des taux d'imposition** sont résumées dans le tableau ci-dessous :

SYNTHÈSE DES DIFFÉRENTES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DES TAUX			
HAUSSE	CONTRAINTES	BAISSE	CONTRAINTES
TH ↗	aucune contrainte sur les autres taux	TH ↘	aucune contrainte sur TFB
			TFNB ↘ dans la même proportion
TFB ↗	aucune contrainte sur les autres taux	TFB ↘	CFE ↘ dans la même proportion
			aucune contrainte sur TH et sur TFNB
TFNB ↗	TH ↗ au moins de façon identique	TFNB ↘	CFE ↘ dans la même proportion que TMP
			aucune contrainte sur TH et TFB
CFE ↗	TH ou TMP ⁽¹⁾ ↗ au moins de façon identique	CFE ↘	CFE ↘ dans la même proportion que TMP
			aucune contrainte sur les autres taux

⁽¹⁾ TMP : taux moyen pondéré de TH, TFB et TFNB. Il correspond au rapport (x 100) entre :

- le produit des 3 taxes « ménages »,
- et la somme des bases de ces 3 taxes.

Le taux de CFE ne peut pas augmenter davantage que la plus faible des augmentations du taux de TH ou de TMP (sauf possibilité d'application de la majoration spéciale).

▪ Tous les **articles du CGI** relatifs à la **fixation des taux**, actualisés, sont **présentés intégralement** (avec des **titres** et **sous-titres synthétisant** leur **formulation**, quelques **commentaires** et les **taux de référence** correspondants pris en compte en **2013**) :

- **article 1636 B sexies** : les modalités de fixation des taux d'imposition des communes et des EPCI « en régime de croisière » (variations proportionnelle et différenciée, dispositions dérogatoires),
- **article 1636 B septies** : les taux plafonds de TF, de TH et de CFE applicables dans une commune,
- **article 1636 B decies** : les modalités de fixation des taux d'imposition pour les EPCI levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone et pour leurs communes membres,
- **article 1636 B undecies** : les dispositions relatives à la fixation de zones où des taux différents de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) peuvent être votés,
- **article 1638-0 bis** : les conséquences, sur la fixation des taux d'imposition, d'une fusion d'EPCI (à fiscalité additionnelle, à fiscalité professionnelle de zone ou à fiscalité professionnelle unique),
- **article 1638** : la possibilité de fixer des taux différents, pendant 12 ans, en cas de création d'une commune nouvelle,
- **article 1638 bis** : la possibilité d'appliquer l'intégration fiscale progressive en cas de constitution d'un nouveau SAN,
- **articles 1638 quater** et **quinquies** : la fixation des taux d'imposition en cas de rattachement ou de retrait d'une commune d'un EPCI,
- **article 1639 A** : les dates limites et les modalités de notification des décisions relatives aux taux ou aux produits d'imposition,
- **article 1639 A bis** : les dates limites de vote et de notification des délibérations sur la fiscalité locale,
- **article 1639 A ter** : le devenir des délibérations (CFE) antérieures dans un EPCI à FPU ou à FPZ,
- **article 1639 A quater** : les délibérations relatives aux impôts ménages dans un EPCI issu d'une fusion.
- **article 1609 quinquies C** : les modalités d'application de la fiscalité professionnelle de zone (FPZ) et de zone éolienne (FEU),
- **article 1609 nonies BA** : les impositions perçues par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle,
- **article 1609 nonies C** : les ressources fiscales perçues de droit par un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique (FPU).

SOMMAIRE

ÉTAT 1259 MODE D'EMPLOI : LES EXTRAITS DE LA NOTICE ACCOMPAGNANT L'ÉTAT 1259	<u>7</u>
LES INDICATIONS GÉNÉRALES	<u>7</u>
CADRE I DE L'ÉTAT 1259 : LES RESSOURCES À TAUX CONSTANTS	<u>7</u>
- le rappel des bases de l'année précédente	<u>7</u>
- les taux d'imposition communaux	<u>7</u>
- les bases d'imposition communales	<u>7</u>
CADRE II DE L'ÉTAT 1259 : LES DÉCISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL	<u>8</u>
- le produit attendu des taxes directes locales	<u>8</u>
- le produit nécessaire à l'équilibre du budget	<u>8</u>
- le produit de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties au profit des communes	<u>8</u>
- le produit des composantes de l'IFER	<u>8</u>
- le produit de la CVAE	<u>8</u>
- la part de CVAE imposable au profit de la commune (art. 1379 I-5° du CGI)	<u>8</u>
- le produit de la taxe sur les surfaces commerciales	<u>9</u>
- la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et la garantie individuelle de ressources (GIR)	<u>9</u>
- la variation de la pression fiscale	<u>9</u>
- les règles applicables en cas de variation différenciée	<u>9</u>
- la présentation des taux votés	<u>9</u>
CADRE III DE L'ÉTAT 1259 : LES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	<u>9</u>
- le détail des allocations compensatrices	<u>9</u>
- les allocations relatives à la taxe d'habitation et à la taxe foncière sur les propriétés bâties	<u>9</u>
- les allocations relatives à la taxe foncière sur les propriétés bâties	<u>10</u>
- les allocations relatives à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	<u>10</u>
- les allocations relatives à la fiscalité professionnelle	<u>10</u>
- l'allocation relative à la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	<u>10</u>
- les bases non taxées	<u>10</u>
- CVAE : dégrèvements et exonérations	<u>11</u>
- les éléments utiles au vote des taux	<u>11</u>
• les taux plafonds communaux	<u>11</u>
• les taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2013	<u>11</u>
• la majoration spéciale	<u>11</u>
• la diminution sans lien	<u>11</u>
MODÈLE D'ÉTAT 1259 COMPLÉTÉ D'UNE COMMUNE (AVEC COMMENTAIRES)	<u>12</u>
LES ARTICLES DU CGI RELATIFS A LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION	<u>14</u>
LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION POUR LES COMMUNES ET COMMUNAUTÉS À FA [ART. 1636 B SEXIES DU CGI]	<u>14</u>
- les dispositions générales	<u>14</u>
- la diminution possible de chacun des taux d'impôts ménages, jusqu'au niveau de son taux moyen national, sans diminution obligatoire du taux de CFE ou de TFNB	<u>14</u>
- la diminution possible du taux de TH, jusqu'au niveau de son taux moyen national, si le taux de CFE est inférieur au taux moyen national correspondant	<u>14</u>
- la réduction de moitié des possibilités d'augmentation des taux de CFE et de TFNB, pendant 3 ans, en cas d'utilisation des dispositions dérogatoires du [I.2.]	<u>15</u>
- l'impossibilité d'appliquer les dispositions dérogatoires du [I.2.], pendant les 3 années suivant l'augmentation réduite de moitié du taux de CFE ou de TFNB	<u>15</u>
- l'application possible d'une majoration de 5 % si le taux communal de CFE est inférieur au taux moyen national	<u>15</u>
- les modalités d'application de la majoration pour une commune membre d'une communauté urbaine (si la TH de cette commune représente plus des 3/4 de la TH communautaire)	<u>15</u>
- les conditions d'application de la majoration spéciale du taux de CFE pour les communes adhérant à un EPCI	<u>15</u>
- l'application possible d'une majoration spéciale de 5 % du taux de CFE unique (s'il est inférieur à 75 % de la moyenne)	<u>16</u>
- le cas particulier de taux ou de bases nuls de CFE l'année précédente	<u>16</u>
- le cas particulier de taux ou de bases nuls de TFNB l'année précédente	<u>17</u>
- les modalités de fixation des taux par un EPCI l'année suivant celle de sa création ou celle où les taux étaient nuls	<u>17</u>
TABLEAU PRÉSENTANT LES TAUX MOYENS COMMUNAUX CONSTATÉS EN 2012, PAR DÉPARTEMENT	<u>18</u>

LES TAUX PLAFONDS DE TF, DE TH ET DE CFE APPLICABLES DANS UNE COMMUNE	[ART. 1636 B SEPTIES]	<u>20</u>
LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION POUR LES EPCI À FPU OU FPZ ET LEURS MEMBRES	[ART. 1636 B DECIES]	<u>20</u>
- la fixation des taux de TF et de TH par les communes membres d'un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique		<u>20</u>
- la fixation du taux de TFNB ou de TH par les communes membres d'un EPCI à FA levant pour la 1 ^{ère} fois la FPU et par les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle qui intègrent un EPCI à FPU		<u>20</u>
- les modalités de vote du taux de CFE unique ou de zone		<u>21</u>
- la non obligation de diminuer le taux de CFE unique ou de zone en cas de diminution des impôts ménages		<u>21</u>
- les modalités de prise en compte des taux de TH ou du TMP des impôts ménages de l'année précédente		<u>21</u>
- la prise en compte de la variation des taux des impôts ménages de l'avant-dernière année, lorsque ceux-ci n'ont pas varié la dernière année		<u>21</u>
- la prise en compte du taux moyen national de CFE des communes et des EPCI pour l'application de la majoration spéciale du taux de CFE		<u>21</u>
- la possibilité d'appliquer une majoration, au taux maximum de CFE, pendant les 3 années suivant celle au cours de laquelle elle n'a pas été utilisée		<u>21</u>
LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA FIXATION DE ZONES (AVEC DES TAUX DIFFÉRENTS DE TEOM)	[ART. 1636 B UNDECIES]	<u>23</u>
- le vote du (des) taux de TEOM avant le 15 avril		<u>23</u>
- la possibilité de fixer des zones de perception avec des taux différents		<u>23</u>
- la possibilité de définir une zone autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets, avec taux différent		<u>23</u>
- la possibilité pour un EPCI de voter des taux différents, pendant 10 ans au maximum, en vue d'harmoniser le mode de financement du service		<u>23</u>
- la fixation par un syndicat mixte de zones de perception à taux différents, lorsque les communautés membres ont opté pour le régime dérogatoire n°2 (perception de la taxe en lieu et place du syndicat mixte)		<u>24</u>
- l'année de début d'application de taux différents de TEOM		<u>24</u>
- la simultanéité possible de zonages à buts différents		<u>24</u>
- les conditions d'application de la TEOM, la 1 ^{ère} année, par une communauté de communes se substituant à un syndicat		<u>24</u>
- la fixation du tarif de la part incitative avant le 31 mars		<u>24</u>
- la limitation du produit de la TEOM la 1 ^{ère} année d'application de la part incitative		<u>25</u>
STATISTIQUES SUR LES EMISSIONS DE TEOM AU TITRE DE L'ANNEE 2012		<u>25</u>
LES CONSÉQUENCES SUR LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION D'UNE FUSION D'EPCI À FISCALITÉ PROPRE	[ART. 1638-0 BIS]	<u>26</u>
- l'application de droit de la fiscalité additionnelle en cas de fusion d'EPCI à fiscalité additionnelle		<u>26</u>
- les modalités de fixation des taux de fiscalité additionnelle la 1 ^{ère} année (idem « régime de croisière »)		<u>26</u>
- les modalités de fixation du taux de CFE, la 1 ^{ère} année, en cas d'option pour la FPU		<u>26</u>
- les modalités de fixation des taux d'imposition à compter de la 2 ^{ème} année		<u>26</u>
- l'application de droit de la fiscalité professionnelle de zone, en cas de fusion d'EPCI à FPZ		<u>27</u>
- les modalités de fixation du taux de CFE de zone, la 1 ^{ère} année		<u>27</u>
- les modalités de fixation du taux additionnel de CFE, la 1 ^{ère} année		<u>27</u>
- les modalités de fixation des taux de CFE unique, la 1 ^{ère} année, en cas d'option pour la FPU		<u>27</u>
- les modalités de fixation des taux d'imposition à compter de la 2 ^{ème} année		<u>27</u>
- l'application de droit de la fiscalité professionnelle unique en cas de fusion d'EPCI (dont un au moins lève la FPU)		<u>28</u>
- les modalités de fixation du taux de CFE unique, la 1 ^{ère} année		<u>28</u>
- le rapprochement progressif des taux de CFE		<u>28</u>
- la fixation des taux de TH et de TF la 1 ^{ère} année		<u>28</u>
- la fixation dérogatoire des taux de TH et de TF pendant les 12 premières années		<u>28</u>
- les modalités de prise en compte, dans le taux moyen pondéré de taxe d'habitation, du produit résultant du transfert de la part départementale		<u>29</u>
- la fixation des taux d'imposition à compter de la 2 ^{ème} année d'imposition		<u>29</u>
- la réduction du taux communal de la taxe d'habitation des communes membres en 2011 d'un EPCI à fiscalité additionnelle qui fusionne ensuite avec un EPCI à FPU		<u>29</u>
- la réduction automatique du taux de taxe d'habitation en cas d'option pour la FPU puis de fusion d'EPCI		<u>29</u>

LA POSSIBILITÉ DE FIXER DES TAUX D'IMPOSITION DIFFÉRENTS EN CAS DE CRÉATION D'UNE COMMUNE NOUVELLE OU DE RÉUNION D'UNE SECTION DE COMMUNE OU D'UNE PORTION DU TERRITOIRE À UNE AUTRE COMMUNE [ART. 1638]	<u>30</u>
- les modalités de fixation possible de taux d'imposition différents, pendant 12 ans, en cas de création d'une commune nouvelle (après homogénéisation des abattements de TH)	<u>30</u>
- les modalités de fixation possible de taux d'imposition différents, pendant 12 ans, en cas de réunion d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune à une autre commune	<u>30</u>
- l'impossibilité d'appliquer des taux différents si l'écart est inférieur à 20 %	<u>30</u>
- la nécessité de création de la commune de nouvelle avant le 1 ^{er} octobre	<u>30</u>
LA POSSIBILITÉ D'APPLIQUER L'INTÉGRATION FISCALE PROGRESSIVE EN CAS DE CONSTITUTION D'UN SAN [ART. 1638 BIS]	<u>30</u>
LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE À UN EPCI A FPU [ART. 1638 QUATER]	<u>31</u>
- le rapprochement du taux de CFE unique, en cas de rattachement volontaire d'une commune	<u>31</u>
- la prise en compte du taux de CFE de la communauté urbaine ou de communes dont la commune était membre	<u>31</u>
- le vote possible d'un taux de CFE dans la limite du taux moyen pondéré de l'EPCI et de la commune rattachée	<u>31</u>
- la prise en compte du taux de CFE effectivement appliqué sur le territoire de la commune	<u>31</u>
- l'impossibilité d'appliquer la majoration de CFE non utilisée au cours de l'année de rattachement et des 2 années antérieures	<u>31</u>
- l'application des mêmes dispositions dans les communes incorporées dans une ZAE	<u>32</u>
- l'application possible du taux de CFE de l'EPCI dès la 1 ^{ère} année	<u>32</u>
- le vote des taux de fiscalité additionnelle en cas de rattachement volontaire ou de transformation	<u>32</u>
- la possibilité d'une application progressive des taux de TH, TFB, TFNB et CFE sur une période maximale de 12 ans	<u>32</u>
- la prise en compte, pour l'intégration fiscale, de la différence entre le taux qui aurait été appliqué l'année du rattachement si le celui-ci avait déjà pris fiscalement effet et le taux effectivement appliqué la même année	<u>32</u>
- l'application des dispositions relatives à la CFE unique en cas de renouvellement tous les 12 ans de la procédure d'extension assurant cohérence spatiale et économique et solidarité financière et sociale d'une CU ou d'une CA	<u>33</u>
- la prise en compte, dans l'état 1259, du taux applicable dans la commune rattachée	<u>33</u>
- la réduction du taux de taxe d'habitation d'une commune intégrant, après 2011, un EPCI levant la FPU en 2011	<u>33</u>
LES MODALITÉS POSSIBLES DE VOTE DU TAUX DE CFE UNIQUE EN CAS DE RETRAIT D'UNE COMMUNE [ART. 1638 QUINQUES]	<u>33</u>
- la possibilité de fixer le taux en fonction de la moyenne constatée dans les communes restantes	<u>33</u>
- la possibilité d'appliquer le rapprochement progressif et la modification de sa durée	<u>33</u>
LES DATES LIMITES DE NOTIFICATION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX TAUX OU AUX PRODUITS D'IMPOSITION [ART. 1639 A]	<u>34</u>
- la fixation au 14 avril de la date limite de notification des taux ou produits des impositions directes	<u>34</u>
- les reports de notification en cas de retard de la communication des informations indispensables à l'établissement du budget ou de renouvellement des assemblées délibérantes	<u>34</u>
- les notifications relatives aux chambres de commerce et d'industrie territoriales	<u>34</u>
- les services à qui les notifications doivent être effectués	<u>34</u>
- l'application des décisions de l'année précédente en cas d'absence de notification	<u>34</u>
LES DATES LIMITES DE VOTE ET DE NOTIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS RELATIVES À LA FISCALITÉ LOCALE [ART. 1639 A BIS]	<u>35</u>
- avant le 1 ^{er} octobre (principe général)	<u>35</u>
- jusqu'au 21 janvier 2013	<u>35</u>
- avant le 15 octobre (taxe d'enlèvement des ordures ménagères)	<u>35</u>
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de création d'un EPCI à fiscalité propre)	<u>35</u>
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de transfert de la compétence à un EPCI à fiscalité propre)	<u>36</u>
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de rattachement d'une commune ou d'un EPCI à un groupement)	<u>36</u>
- les conditions de perception de la TEOM par une commune ou un EPCI	<u>36</u>
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de fusion d'EPCI)	<u>36</u>
- le maintien possible, pendant 5 ans, des délibérations prises en matière de TEOM, pour un EPCI issu d'une fusion	<u>36</u>
- le report possible de l'application de la part variable incitative, à la 5 ^{ème} année, en cas de rattachement d'une commune ou d'un EPCI n'en faisant pas application	<u>36</u>
LE DEVENIR DES DÉLIBÉRATIONS ANTÉRIEURES RELATIVES À LA CFE DANS UN EPCI À FPU OU À FPZ [ART. 1639 A TER]	<u>38</u>
- le devenir des délibérations prises par l'EPCI ou les communes membres	<u>38</u>
- l'application des mêmes dispositions dans les ZAE ou pour les éoliennes	<u>38</u>
- la possibilité de prendre des délibérations différentes pour les ZAE et les ZE	<u>38</u>
- l'option pour un régime de délibérations dans un EPCI à FPU issu d'un EPCI à FPZ et à FPZ éoliennes	<u>38</u>
- le maintien des régimes issus de délibérations antérieures, jusqu'à leur terme, dans un EPCI à FPU ou à FPZ	<u>38</u>
- la prise de délibérations avant le 1 ^{er} octobre dans un EPCI issu d'une fusion	<u>39</u>
- l'application des délibérations antérieures en cas d'absence de délibérations nouvelles avant le 1 ^{er} octobre de la fusion	<u>39</u>

LES DÉLIBÉRATIONS FISCALES RELATIVES AUX IMPÔTS MÉNAGES DANS UN EPCI ISSU D'UNE FUSION [ART. 1639 A QUATER]	40
- la prise de délibérations avant le 1 ^{er} octobre de l'année de fusion	40
- l'application des délibérations antérieures en cas d'absence de délibérations nouvelles avant le 1 ^{er} octobre de la fusion	40
L'APPLICATION DE LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE DE ZONE (FPZ) ET DE ZONE ÉOLIENNE (FEU) [ART. 1609 QUINQUIES C]	41
- la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de zone	41
- la transposition de plein droit des dispositions relatives à la fiscalité professionnelle de zone aux communautés de communes ayant opté avant 2011 pour cette fiscalité	41
- la cotisation foncière des entreprises (CFE) de zone éolienne	41
- l'IFER sur les éoliennes et les hydroliennes	41
- la transposition de plein droit des dispositions relatives à la FPZ éolienne (FEU) aux communautés de communes ayant opté avant 2011 pour cette fiscalité	41
- la possibilité de vote des taux différents de CFE de zone et de CFE de zone éolienne	41
- l'intégration progressive possible, pendant 12 ans, des taux de CFE de zone et de CFE éolienne	42
- la détermination du taux de CFE de zone ou éolienne en cas de rattachement de communes	42
LES IMPOSITIONS PERÇUES PAR LES COMMUNAUTÉS OU SYNDICATS D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE [ART. 1609 NONIES BA]	43
- les décisions pouvant être prises en matière de CFE lorsqu'une zone d'activités se situe sur le territoire d'une agglomération nouvelle et une commune limitrophe	43
- la substitution de l'agglomération nouvelle à la commune pour l'ensemble des dispositions relatives à la CFE	43
- les conséquences de la signature d'une convention entre l'agglomération nouvelle et la commune limitrophe	43
- la substitution de l'EPCI à FPU à la commune limitrophemembre dans ses relations avec l'agglomération nouvelle	43
- la possibilité de réduire, sur 5 ans, l'écart de taux de CFE	43
LES RESSOURCES FISCALES PERÇUES PAR UN EPCI À FISCALITÉ PROFESSIONNELLE UNIQUE [ART. 1609 NONIES C]	44
- la substitution de droit à leurs communes membres pour la CFE, la CVAE et l'ensemble des IFER	44
- la possibilité de transfert à l'EPCI des versements de FNGIR dont bénéficient ses communes membres	44
- l'application de droit de la fiscalité mixte	44
- la fixation des taux des impôts ménages, la 1 ^{ère} année d'application de la fiscalité mixte et les années suivantes	45
- la fixation du taux de la CFE unique la 1 ^{ère} année d'application	45
- la prise en compte du taux du moyen pondéré de CFE, majoré le cas échéant du taux additionnel de CFE	45
- le rapprochement progressif des taux de CFE	45
- la possibilité de modifier la période de réduction des écarts de taux	46
- la prise en compte du taux de CFE applicable antérieurement dans chaque zone d'activité économique	46
- l'application de l'article 1638 <i>quater</i> en cas de rattachement d'une commune	46

ÉTAT 1259 MODE D'EMPLOI : EXTRAITS DE LA NOTICE ACCOMPAGNANT L'ÉTAT 1259

LES INDICATIONS GÉNÉRALES

- Un état de notification des taux d'imposition [pages 12 et 13] doit être adressé en 3 exemplaires aux services préfectoraux **AVANT LE 15 AVRIL 2013**.
- Toutefois, si les informations indispensables à l'établissement du budget ne sont pas communiquées avant le 31 mars, cet état doit être adressé dans un délai de 15 jours à compter de la communication de ces informations.
- Les cadres non tramés sont réservés aux services de la collectivité.
- Les taux d'imposition votés par le conseil municipal pour 2013 doivent être inscrits dans la colonne [10] du cadre [III], même s'ils sont égaux à ceux de 2012.

CADRE I : LES RESSOURCES À TAUX CONSTANTS

LE RAPPEL DES BASES DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

- **1** Le rappel des bases de l'année précédente en colonne [1.] permet d'apprécier l'évolution de la matière imposable, par comparaison avec les bases prévisionnelles de l'année en cours affichées en colonne [4].

Les bases de taxe d'habitation comprennent les bases imposées à la taxe sur les logements vacants.

☞ Ces informations sont purement indicatives.

LES TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

- **2** Pour les communes qui n'étaient pas membres en 2011 d'un EPCI faisant application de la fiscalité professionnelle unique (FPU) et qui se rattachent à un tel EPCI à compter de 2013, le taux communal de taxe d'habitation est réduit de la différence entre :

- d'une part, le taux de référence de taxe d'habitation calculé pour la commune conformément à l'article 1640 C (relatif à la fixation des taux communaux et intercommunaux pour 2011),
- et, d'autre part, le taux communal de taxe d'habitation applicable en 2010 dans la commune (voir article 1638 quater VII du CGI, page 33 de la présente note).

Il en va de même, sur le fondement du même article, en cas de fusion d'EPCI intervenue à compter de 2012 et comprenant un EPCI qui faisait application de la FPU en 2011.

☞ Pour le plafonnement des taux : voir renvoi **16** « éléments utiles au vote des taux ».

LES BASES D'IMPOSITION COMMUNALES

- **3** Les bases d'imposition prévisionnelles s'entendent :
 - après revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières pour l'année en cours (+ 1,80 % en 2013 / 2012),
 - et déduction faite des exonérations décidées par le conseil municipal ou par le législateur.

Les bases de taxe foncière sur les propriétés non bâties comprennent celles des jeunes agriculteurs dont certains bénéficient d'un dégrèvement à la charge de la commune. Ce dégrèvement s'impute sur le produit indiqué colonne [12].

- **4** Les communes autres que celles dans lesquelles s'applique la taxe annuelle sur les logements vacants visée à l'article 232 du CGI peuvent, par délibération prise avant le 1^{er} octobre de l'année précédant celle de l'imposition, assujettir à la taxe d'habitation pour la part communale et celle revenant aux EPCI sans fiscalité propre, certains logements vacants au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Les bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants indiquées dans ce cadre, pour information, sont déjà comprises dans les bases prévisionnelles de taxe d'habitation indiquées colonne [4].

Elles doivent être considérées comme indicatives pour les communes qui l'instaurent pour la 1^{ère} fois en 2013, car elles sont estimées à partir du fichier des logements vacants de l'année précédente et ne tiennent donc pas compte des mises à jour susceptibles d'exclure certains logements vacants de l'imposition à la taxe d'habitation, effectuées au cours de l'année 2013.

En outre, la base prévisionnelle THLV 2013 n'intègre pas les locaux entrés dans le champ d'application de la THLV au 1^{er} janvier du fait de l'extension du champ d'application de la taxe aux logements dont la vacance est comprise entre 2 et 5 ans.

CADRE II : LES DÉCISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

LE PRODUIT ATTENDU DES TAXES DIRECTES LOCALES

- **5** Ce produit est déterminé en fonction du **produit nécessaire à l'équilibre du budget** défini par la commune :
 - **diminué des ressources obtenues hors produit de la fiscalité directe locale** (allocations compensatrices, TATFNB, IFER, CVAE, TaSCom, DCRTP, versement FNGIR),
 - et **majoré de certains prélèvements** (prélèvements FNGIR et FSRIF).

Le produit de la CVAE n'intègre plus la part relative aux **exonérations compensées**, celle-ci étant désormais **englobée dans le total des allocations compensatrices** (cf. renvoi **9**).

LE PRODUIT NÉCESSAIRE À L'ÉQUILIBRE DU BUDGET

- **6** Pour les **communes membres d'un EPCI passé à la fiscalité professionnelle unique à compter de 2013**, ce produit tient compte de l'attribution de compensation versée à la commune par l'EPCI.

Le produit porté dans cette cellule peut être négatif, le cas échéant, lorsque la commune supporte un **prélèvement GIR supérieur à ses ressources propres de fiscalité directe locale**.

LE PRODUIT DE LA TAXE ADDITIONNELLE À LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES AU PROFIT DES COMMUNES (TATFNB)

- **7** Cette taxe est perçue par toutes les communes qui ne font pas partie d'un EPCI à FPU. Elle s'applique aux **propriétés non bâties** visées à l'article 1519 I du CGI (*soumises en 2010 aux parts départementale et régionale de TFNB*).

Le produit de cette taxe est obtenu en appliquant, chaque année, aux **bases imposables la somme des taux départemental et régional de la taxe foncière sur les propriétés non bâties** appliqués en 2010 sur le territoire de la commune, multipliée par un **coefficient de 1,0485**.

LE PRODUIT DES COMPOSANTES DE L'IFER

- **8** Il correspond à la **somme des produits susceptibles de revenir à la commune** au titre des composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) visées aux articles 1519 D à 1519 HA du CGI.

Le détail du produit par composantes de l'IFER figure en page 2 de l'état de notification (1259) [page 13].

Cette partie est **sans objet** pour les **communes membres d'un EPCI à FPU** (ou membres d'EPCI à fiscalité éolienne unique s'agissant des composantes de l'IFER relatives aux éoliennes terrestres et aux hydroliennes).

Les **montants de l'IFER prévisionnels** correspondent à ceux perçus en 2012, actualisés en fonction des **changements de régime fiscal applicables en 2013**.

☞ Il n'est pas précisé dans quelles conditions s'appliquera l'indexation des tarifs issue de l'article 37-VI de la LFR 2012, qui s'élèvera à + 1,75 %.

LE PRODUIT DE LA CVAE

- **9** Le montant porté dans cette zone correspond à la **somme des parts de CVAE** suivantes :
 - **part de CVAE imposable au profit de la commune** (correspondant à la CVAE due, cf. précisions ci-dessous),
 - **part de CVAE** correspondant aux **dégrèvements** visés à l'article 1586 quater du CGI (*dégrèvement barémique CVAE*),
 - et **part** correspondant au **dégrèvement** prévu à l'article 1647 C quinquies B du CGI (*dégrèvement dégressif CET*).

Il n'intègre plus la part de CVAE correspondant aux **exonérations compensées** (cf. renvoi **15**).

Les **montants de CVAE prévisionnels** correspondent à ceux perçus en 2012, actualisés en fonction des **changements de régime fiscal applicables en 2013**.

LA PART DE CVAE IMPOSABLE AU PROFIT DE LA COMMUNE (ART. 1379 I-5° DU CGI)

- Chaque collectivité perçoit le **produit de CVAE encaissé** à hauteur de la **valeur ajoutée produite et imposable** sur son territoire **diminuée** le cas échéant des **exonérations** applicables multipliée par un **taux maximum de 1,5 %** et multipliée par la **fraction qui lui revient (26,5% pour une commune isolée)**.

Conformément aux **articles 1609 quinquies BA et 1640 C I-3 1° du CGI**, les **EPCI à fiscalité additionnelle** et leurs **communes membres se partagent 26,5% de la CVAE** au prorata du **taux relais intercommunal** et de la **moyenne des taux relais communaux des communes membres**, pondérée par l'importance relative des bases retenues pour le calcul de la **compensation relais** versée à ces communes au titre de l'année 2010.

Des règles particulières s'appliquent en cas de fusion ([2.] de l'article 1609 quinquies BA).

- Les **communes membres d'EPCI à fiscalité professionnelle unique** ne perçoivent pas la CVAE.

LE PRODUIT DE LA TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES

- **10** Il s'agit du **produit de la TaSCom** perçu en 2012, actualisé en fonction des **changements de régime fiscal applicables en 2013**.

LA DOTATION DE COMPENSATION DE LA RÉFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (DCRTP) ET LA GARANTIE INDIVIDUELLE DE RESSOURCES (GIR)

- **11** DCRTP : dotation budgétaire, à la charge de l'État, compensant les **pertes de recettes** liées à la **réforme de la taxe professionnelle** ;
- **GIR** : dispositif de **fonds de garantie individuelle de ressources compensant les pertes de recettes** constatées après **réforme** et après prise en compte de la DCRTP. Le fonds national de garantie individuelle de ressources du bloc communal est alimenté par les **recettes des communes et EPCI « gagnants » de la réforme**.
- Le(s) **montant(s)** mentionné(s) correspond(ent) donc
 - à une **dotation** pour les **communes** constatant une **perte de ressources après réforme**
 - et à un **prélèvement** pour celles dont les **ressources après réforme** se sont **accrues**.

LA VARIATION DE LA PRESSION FISCALE

- **12** La **différence** entre le **produit attendu** et le **produit à taux constants** représente la **variation de la pression fiscale**.

Celle-ci **augmente** ou **diminue** dans la **proportion du coefficient** calculé en **colonne [8]**.

Si le **conseil municipal** retient cette **variation**, dite **proportionnelle**, les **règles de lien entre les taux** sont nécessairement **respectées**.

LES RÈGLES APPLICABLES EN CAS DE VARIATION DIFFÉRENCIÉE

- Si une **variation différenciée** est décidée, le **taux de foncier non bâti** ne peut **pas augmenter plus** ou **diminuer moins** que **celui de la taxe d'habitation**.

En outre, le **taux de cotisation foncière des entreprises (CFE)** :

- ne peut **pas être augmenté**, par rapport au **taux de l'année précédente**, dans une **proportion supérieure** :
 - à l'**augmentation** du **taux de la taxe d'habitation**
 - ou, si elle est **moins élevée**, à celle du **taux moyen pondéré** de la **taxe d'habitation** et des **taxes foncières**,
- ou **doit être diminué** dans une **proportion au moins égale** :
 - soit à la **diminution** du **taux de taxe d'habitation** ou à celle du **taux moyen pondéré** de la **taxe d'habitation** et des **taxes foncières**,
 - soit à la **plus importante diminution** de ces **deux taux**.

LA PRÉSENTATION DES TAUX VOTÉS

- Les **taux d'imposition** doivent être **arrêtés avec 2 décimales**, ou avec **3 décimales** lorsque le **taux est inférieur à 1**. La **dernière décimale** est **augmentée d'1 unité** si celle qui suit est **égale ou supérieure à 5**.

CADRE III : LES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

LE DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

- **13** Les **pertes de ressources** résultant des **exonérations décidées par la loi** sont **compensées par l'État** de la façon suivante et **actualisées** selon les **dispositions** de la **loi de finances pour 2013**.

☞ *Les modalités de calcul de ces allocations peuvent être expliquées par le service fiscalité directe locale (SFDL) de la direction départementale ou régionale des finances publiques.*

- Pour les **communes non membres d'un EPCI à FPU**, les **parts transférées** de fiscalité sont **prises en compte** dans le **calcul** de certaines **compensations**.

LES ALLOCATIONS RELATIVES À LA TAXE D'HABITATION ET À LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES

- **[a.] compensation** des **exonérations** accordées à **certaines personnes de condition modeste** : ces allocations sont **égales au produit des bases exonérées en 2012** par le **taux de taxe d'habitation** ou de **taxe foncière sur les propriétés bâties de 1991**.

LES ALLOCATIONS RELATIVES À LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES

- [b.] compensation de l'abattement de 30% appliqué sur la base de certains logements appartenant à des sociétés d'HLM ou à des SEM situés en zone urbaine sensible (ZUS) ; compensation de l'exonération de certains locaux faisant l'objet d'un bail à réhabilitation à compter du 01/01/2005 ; compensation de l'exonération de certains immeubles situés en zone franche urbaine (ZFU). S'ajoutent également, dans les DOM, l'allocation liée aux constructions anti-sismiques et l'allocation au titre des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties en zones franches d'activités. Toutes ces compensations sont calculées à partir du produit de l'abattement (ZUS) ou des bases exonérées de 2013, multipliés par le taux de foncier bâti de 2012. Par exception, sont utilisés les taux de 2005 pour l'allocation ZFU de 3^{ème} génération et 2009 en ZF DOM.
- [c.] compensation des exonérations de longue durée concernant certaines constructions financées au moyen de prêts aidés par l'État et les logements sociaux.

LES ALLOCATIONS RELATIVES À LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES

- compensation de l'exonération des terrains boisés visés à l'article 1395 du CGI, égale au produit des bases exonérées 2012 par le taux de foncier non bâti de 2012 ;
- compensation de l'exonération des terres agricoles, égale au produit des bases exonérées en 2006 par le taux de foncier non bâti de 2005 (mais bases exonérées de l'année par le taux de 1994 en Corse) ;
- compensation de l'exonération des terrains situés en zones humides, en site " Natura 2000 " ou dans les DOM, au titre des parcs nationaux et des zones franches d'activités (article 1395 H du CGI).

LES ALLOCATIONS RELATIVES À LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE

- [a.] une dotation unique regroupe désormais les 4 allocations qui visaient à compenser des exonérations spécifiques à la taxe professionnelle. Ces allocations compensatrices étaient les suivantes :
 - la compensation relative au plafonnement du taux de 1983 ;
 - la compensation relative à la réduction de la fraction imposable des salaires ;
 - la compensation relative à l'abattement de 16% des bases ;
 - la compensation au titre de la réduction de la fraction imposable des recettes.La dotation unique agrège ces 4 allocations historiques à hauteur de leur montant calculé au titre de l'année 2010. Depuis 2011, elle fait l'objet d'une actualisation annuelle (-16,32 % pour 2013 / 2012).
- [b.] compensation au titre de la réduction de moitié des bases appliquée aux établissements créés en 2012 et nouvellement imposés pour 2013. Cette compensation pour exonération de CFE succède à l'ancienne allocation calculée au titre de l'exonération de taxe professionnelle correspondante. Le calcul est simplifié du fait de la suppression du mécanisme de réfaction qui conduisait à réduire le montant de la compensation dans certaines circonstances.
- [c.] allocations liées à l'aménagement du territoire, égales au produit des bases exonérées de CFE en 2013 par le taux de taxe professionnelle de 1994, ou pour certaines opérations, de 1997 (zones de revitalisation rurale), de 1996 (zones de redynamisation urbaine), de 1996 ou 2005 (zones franches urbaines), de 2009 (ZFDOM).
- [d.] compensation relative à l'abattement de 25% des bases en Corse.

L'ALLOCATION RELATIVE À LA TAXE D'HABITATION SUR LES LOGEMENTS VACANTS (THLV)

- Une allocation spécifique est calculée au profit des communes qui percevaient la THLV en 2012 et sur le territoire desquelles s'applique désormais la taxe annuelle sur les logements vacants, perçue au profit de l'Etat. Conformément à l'article 232 du CGI, cette allocation correspond au produit de taxe d'habitation sur les logements vacants perçu en 2012. Elle a la nature d'une dotation comprise dans le périmètre des concours financiers de l'État et évoluera comme telle à partir de 2014.

LES BASES NON TAXÉES

- 14 bases de taxes foncières et le cas échéant, de CFE exonérées sur décision du conseil municipal ;
- bases exonérées de plein droit de certains immeubles situés en zone franche urbaine et en zone urbaine sensible (abattement de 30%) ou d'établissements situés dans les zones de redynamisation urbaine, de revitalisation rurale ou dans les zones franches urbaines. Ce montant intègre les bases exonérées de taxe foncière de certains locaux faisant l'objet d'un bail à réhabilitation à compter du 01/01/2005 et, dans les DOM, les bases exonérées de droit au titre des zones franches d'activités et des constructions antisismiques ;
- bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles, à hauteur de 20% (100% en Corse).

CVAE : DÉGRÈVEMENTS ET EXONÉRATIONS

- **15** Après détermination de la valeur ajoutée par implantation, les dégrèvements et exonérations doivent être pris en compte afin de déterminer la part de CVAE revenant au final à la collectivité bénéficiaire (cf. renvoi 9).

Sont mentionnées sous cette rubrique, outre la CVAE due :

- la valeur ajoutée localisée dégrévée sur le fondement de l'article 1586 quater du CGI (dégrèvement « barémique » dégressif) et le cas échéant la part du dégrèvement prévu à l'article 1647 C quinquies B du CGI (dégrèvement temporaire -2010-2013- et dégressif de la contribution économique territoriale) pour sa partie imputée sur la CVAE ;
- la valeur ajoutée localisée exonérée en l'absence de délibération contraire et compensée à la collectivité ;
- la valeur ajoutée localisée exonérée sur délibération de la collectivité et non compensée.

La part correspondant aux exonérations de CVAE compensées est désormais globalisée dans le total des allocations compensatrices figurant dans la rubrique [1] du cadre [II].

LES ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX

Les taux plafonds communaux

- **16** En application de l'article 1636 B septies du CGI (page 20), les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation votés par une commune ne peuvent pas excéder 2,5 fois :
 - le taux moyen constaté l'année précédente pour la même taxe dans l'ensemble des communes du département
 - le taux moyen constaté au niveau national s'il est plus élevé.

Le taux de la CFE voté par une commune ne peut pas excéder 2 fois le taux moyen de cette taxe constaté l'année précédente au niveau national pour l'ensemble des communes (51,18 % en 2013).

Les taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2013

- Les taux communaux de 2012 augmentés de ceux des EPCI (colonne [16]) ne peuvent pas excéder les taux plafonds.

Les taux communaux sont donc limités à due concurrence, le cas échéant, afin que ces plafonds soient respectés.

Toutefois, si la commune membre d'un syndicat ayant fiscalisé sa contribution, décide pour 2013 de se retirer du syndicat ou de s'opposer à sa fiscalisation, elle doit s'adresser au service fiscalité directe locale de la direction départementale ou régionale des finances publiques pour modifier les taux inscrits dans la colonne [3].

La majoration spéciale

- **17** La majoration spéciale du taux de cotisation foncière des entreprises peut être votée :
 - si le taux communal est inférieur au taux moyen de la CFE des communes en 2012 (soit 24,81 % pour 2013),
 - et si le taux moyen pondéré des taxes d'habitation et foncières de la commune en 2012 est supérieur ou égal à cette même moyenne au niveau national.

La majoration spéciale est, au plus, égale à 5% du taux moyen de la CFE des communes en 2012 (soit 1,24 % en 2013).

La diminution sans lien

- **18** Les communes dont les taux de 2012 des taxes d'habitation et/ou foncières sont supérieurs à la fois au taux moyen national de chaque taxe (taux indiqués dans la colonne [13]) et au taux de CFE de 2012 de la commune, peuvent diminuer l'un ou plusieurs de leurs taux sans avoir à diminuer parallèlement le taux de CFE ou celui de la TF (non bâti).
 - Lorsque leur taux de CFE est inférieur au taux moyen national, les communes peuvent diminuer leur taux de TH jusqu'au niveau du taux moyen national de cette TH (cf. colonne [13]), sans avoir à diminuer parallèlement leur taux de CFE ou celui de la TFPNB.

- Ces dispositions n'interdisent pas l'utilisation de la majoration spéciale du taux de CFE.

Pour les communes membres d'EPCI dotés ou non de fiscalité propre, les taux communaux de 2012 sont majorés, pour chaque taxe, des taux de 2012 des EPCI (cf. colonne [16]).

- Dans les 3 ans qui suivent le recours à une diminution sans lien, la commune ne peut pas augmenter librement ses taux :

- [a.] le taux de TFNB ne peut pas excéder celui de 2012 majoré de la moitié de la variation en hausse du taux de la TH ; le taux de CFE ne peut pas excéder le taux de CFE de 2012 majoré :
 - de la moitié de la variation en hausse du taux de la TH
 - ou de la moitié de la variation en hausse du taux moyen pondéré des TF et de la TH si elle est moins élevée.
- [b.] la commune ne peut pas diminuer sans lien ses taux au cours des 3 années suivant celle de l'augmentation des taux prévue au [a.] ci-dessus.

En plus des variations des bases constatées dans la commune (ex. : nouveaux logements), toutes les valeurs locatives font l'objet d'une revalorisation forfaitaire de + 1,80 %

n° 1259 COM (1)
Taux FDL 2013

Dans cet exemple, la commune perçoit 2.579 € au titre de la CVAE, alors que les entreprises n'ont payé que 55 €. La différence (2.524 €) correspond à la part dégrèvée ou à la part relative aux exonérations prises en charge par l'État (montants figurant dans les cadres [III. 3 b et c] du feuillet n°2)

ÉTAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2013

I - RESSOURCES FISCALES A TAUX CONSTANTS

	Bases d'imposition effectives 2012 ¹	Taux de référence communaux de 2012 ²	Taux d'imposition plafonnés 2013 ³	Bases d'imposition prévisionnelles 2013 ⁴	Produits à taux constants (col.4 x col.2 ou col.3) ⁵
Taxe d'habitation	604.724 €	15,55 %	xxx	621.700 €	96.674 €
Taxe foncière (bâti)	339.051 €	5,51 %	xxx	351.100 €	19.401 €
Taxe foncière (non bâti)	13.035 €	37,93 %	xxx	13.200 €	5.007 €
Cot. fonc. des entr. (CFE)	15.949 €	25,04 %	xxx	18.400 €	4.607 €
Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants ⁴					
Total :					125 689 €

Pour information : ⁵
Part de CVAE imposée
au profit de la commune
55 €

II - DECISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

1. PRODUIT DES TAXES DIRECTES LOCALES ATTENDU POUR 2012

94.746 €	-	7.481 € [divers comptes]	-	159 € [compte 73111]	-	1.020 € [compte 73114]	-	2.579 € [compte 73112]	-	[compte 73113]	-	[compte 748313]
Produit nécessaire à l'équilibre du budget ⁶		Total allocations compensatrices		Produit taxe additionnelle FNB ⁷		Produit des IFR ⁸		Produit de la CVAE ⁹		TaSCom ¹⁰		DCRTP ¹¹
	-	[compte 7323]	+	42.819 € [compte 73923]	+	[compte 73924]	=	126.326 €				
		Versement GIR ¹¹		Prélèvement GIR ¹¹		Prélèvement pour le FSRIF		Produit attendu de la fiscalité directe locale (à reporter colonne 7)				

2. CALCUL DES TAUX 2013 PAR APPLICATION DE LA VARIATION PROPORTIONNELLE

Si l'un des taux de référence (col.9) excède le plafond inscrit col.3 (ou, à défaut, col.15 page 2) une variation différenciée des taux doit obligatoirement être votée

	Taux de référence de 2012 (col.2 ou 3) 6	COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE 7	12 8	Taux de référence 2012 (col.6 x col.8) 9	3. TAUX VOTES 12 10	Bases d'imposition prévisionnelles 2012 11	Produit correspondant (col.10 x col.11) 12
Taxe d'habitation	15,55 %	Produit attendu 126.326 € 125 689 € Produit à taux constants (6 décimales)	= 1,005068	15,63 %	15,75 %	621 700 €	97.918 €
Taxe foncière (bâti)	5,51 %			5,54 %	5,32 %	325 100 €	18.732 €
Taxe foncière (non bâti)	37,93 %			38,12 %	38,22 %	13 200 €	5.045 €
Cot. fonc. des entr. (CFE)	25,04 %			25,17 %	25,17 %	18 400 €	4.631 €
La diminution sans lien des taux a-t-elle été décidée en 2013 ? (indiquer OUI/NON dans la cellule ci-contre) :						Produit fiscal attendu	126.326 € [compte 73111]

Dans ce cas, la collectivité est « gagnante » suite à la réforme de la TP. Ainsi, elle se voit prélever le montant du gain, au profit du FNGIR. [compte 73923]

Le détail des IFR figure dans le 2^{ème} feuillet [cadre III. 2 c] [compte 73114]

Taxe additionnelle à la TFNB : fraction de la somme des taux départemental et régional votés en 2010 sur les bases de foncier non bâti non agricole x 1,0485. La commune (comme l'EPCI) ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur ce produit (dont le taux est figé définitivement) [compte 73111]

Dans le présent cas, la collectivité est « gagnante » suite à la réforme de la TP et ne perçoit donc pas de versement au titre de la DCRTP et du FNGIR. Si la collectivité avait été « perdante », elle aurait bénéficié d'un versement au titre : du FNGIR (compte 7323) - et, si la perte était supérieure à 50.000 €, de la DCRTP (compte 748313)

ÉTAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2013

III - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES **13**Taxe d'habitation : [\[article 74835\]](#)Taxe foncière (bâti) : [\[article 74834\]](#)

- a. Personnes de condition modeste
b. ZFU, ZUS, baux à réhabilitation
c. Exonération de longue durée (logements sociaux)

Taxe foncière (non bâti) : [\[art. 74834\]](#)

Taxe professionnelle / CFE :

- a. Dotation unique spécifique (TP) [\[art. 748314\]](#)
b. Réduction des bases des créations d'établissements
c. Exonération en zones d'aménagement du territoire
d. Exonération spécifique et abattement de 25% en Corse

Allocation pour perte de THLV

Ce sous-total est reporté sur le 1^{er} feuillet
(cadre II. 1.). Il est à éclater dans le budget entre
différents comptes : [748314](#), [74833](#), [74834](#) et [74835](#)

Bases 2012
x taux TH et TFB 1991

5.616 €

338 €

0 €

0 €

1.072 €

455 €

0 €

0 €

sous total :
7.481 €2. BASES NON TAXEES **14**

Bases exonérées par le conseil municipal

- Taxe foncière (bâti)
Taxe foncière (non bâti)
Cotisation foncière des entreprises (CFE)

Bases exonérées par la loi dans certaines zones

- Taxe foncière (bâti)
Taxe foncière (non bâti)

20 % bases 2006
x taux TFPNB 2005

Cotisation foncière des entreprises (CFE)

Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles

3. CVAE - **15**

- a. CVAE : part nette versée par les entreprises
b. CVAE : part dégrévée
c. CVAE : part relative aux exonérations compensées
d. CVAE : part relative aux exonérations non compensées

2c. PRODUIT DES IFR **8**

Éoliennes & hydroliennes

Centrales électriques

Centrales photovoltaïques

Centrales hydrauliques

Transformateurs

Stations radioélectriques

1.020 €

Gaz - Stockage, transport...

3. ELEMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX **16**

	Taux moyens communaux de 2012, au niveau :		Taux plafonds 2013 15	Taux 2012 des EPCI 16	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2013 (col. 15 - col. 16) 17	MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE 17		Taux de CFE perçue en 2012 par le SAN, la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique
	national 13	départemental 14				Taux communal majoré à ne pas dépasser 17	Taux maximum de la majoration spéciale 17	
						17	17	
Taxe d'habitation	23,83 %	26,39 %	65,98 %	3,39 %	63,69 %			
Taxe foncière (bâti)	20,04 %	18,70 %	50,10 %	2,11 %	47,99 %			
Taxe foncière (non bâti)	48,79 %	38,74 %	121,98 %	8,04 %	113,94 %			
CFE	25,59 %	26,29 %	51,18 %	4,76 %	46,42 %			
						Taux moyen pondéré des taxes d'habitation et foncières de 2012 :		
						national	communal	
						17,84 %	12,30 %	-

DIMINUTION SANS LIEN
18

Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée

Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés

Agrégation des 4 ex-allocations
compensatrices TP (-16,32 %/2012)
[\[art. 748314\]](#)

CVAE = 1,50 % de la valeur ajoutée produite (dont 26,5 % au profit du bloc communal),
avec un dégrèvement pris en charge par l'État :

- de 1,50 % si chiffre d'affaires (CA) < 500.000 €
 - de 1,49 % à 1,00 % de 500.000 € à 3.000.000 €
 - de 1,00 % à 0,10 % de 3.000.000 € à 10.000.000 €
 - de 0,10 % à 0 % de 10.000.000 € à 50.000.000 €
- (cotisation mini : 250 € pour les CA > 500.000 €)

LES ARTICLES DU CGI RELATIFS A LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION

LES MODALITÉS DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION POUR LES COMMUNES ET COMMUNAUTÉS À FISCALITÉ ADDITIONNELLE

[article 1636 B *sexies* du CGI]

LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

▪ [I.1.] Sous réserve des dispositions des articles 1636 B *septies* et 1636 B *decies*, les conseils municipaux et les instances délibérantes des EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des quatre taxes locales : TH, TFB, TFNB et CFE. Ils peuvent :

- [a.] soit faire varier dans une même proportion les taux des 4 taxes appliqués l'année précédente,
 - [b.] soit faire varier librement entre eux les taux des 4 taxes. Dans ce cas, le taux de CFE :
 - ne peut pas, par rapport à l'année précédente, être augmenté dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la TH ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen de la TH, et des TF, pondéré par l'importance relative des bases de ces 3 taxes pour l'année d'imposition (TMP des 3 taxes ménages),
 - ou doit être diminué, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale,
 - soit à la diminution du taux de la TH ou à celle du taux moyen pondéré (TMP) de la TH et des TF,
 - soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse.
- Jusqu'à la date de la prochaine révision, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut pas augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe d'habitation (disposition existant depuis 1990 « dans l'attente d'une révision générale »...).

LA DIMINUTION POSSIBLE DE CHACUN DES TAUX D'IMPÔTS MÉNAGES, JUSQU'AU NIVEAU DE SON TAUX MOYEN NATIONAL,
SANS DIMINUTION OBLIGATOIRE DU TAUX DE CFE OU DE TFNB

- [I.2.] Toutefois, le taux de la TH, le taux de la TFB ou le taux de la TFNB peut, à compter de 1989, être diminué (sans que ces diminutions soient prises en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du [I.1.b.] ci-dessus) :
- jusqu'au niveau du taux moyen national de la taxe constaté l'année précédente pour, selon le cas, les communes et leurs EPCI,
 - ou, s'il est plus élevé, jusqu'au niveau du taux de la CFE de la commune ou de l'EPCI concerné.

▪ Pour l'application en 2013 de cette disposition par une commune ou un EPCI à fiscalité propre, les taux moyens nationaux à retenir sont :

- taxe d'habitation : 23,83 % (23,76 % pour 2012),
 - taxe sur le foncier bâti : 20,04 % (19,89 % pour 2012),
 - taxe sur le foncier non bâti : 48,79 % (48,56 % pour 2012).
- A titre d'information (car ces EPCI ne sont pas soumis aux règles de plafonnement), les taux moyens de référence pour 2013 pour les EPCI à fiscalité additionnelle sont les suivants :
- taxe d'habitation (communautés urbaines) : 13,78 % (13,84 % pour 2012),
 - taxe d'habitation (communautés de communes) : 4,80 % (4,70 % pour 2012),
 - taxe sur le foncier bâti (CU) : 12,07 % (11,88 % pour 2012),
 - taxe sur le foncier bâti (CC) : 4,30 % (4,17 % pour 2012),
 - taxe sur le foncier non bâti (CU) : 22,21 % (23,09 % pour 2012),
 - taxe sur le foncier non bâti (CC) : 11,74 % (11,52 % pour 2012),
 - cotisation foncière des entreprises (CU) : 10,72 % (10,62 % pour 2012),
 - cotisation foncière des entreprises (CC) : 5,07 % (4,94 % pour 2012).

LA DIMINUTION POSSIBLE DU TAUX DE TH, JUSQU'AU NIVEAU DE SON TAUX MOYEN NATIONAL,
SI LE TAUX DE CFE EST INFÉRIEUR AU TAUX MOYEN NATIONAL CORRESPONDANT

- Lorsque les dispositions du 1^{er} alinéa (ci-dessus) ne sont pas applicables, le taux de TH peut cependant être diminué, à compter de 1997 (sans que cette diminution soit prise en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du [I.1.b.] :
- jusqu'au niveau du taux moyen national constaté pour la TH dans l'ensemble des collectivités de même nature,
 - si le taux de CFE de l'année précédente est inférieur au taux moyen national constaté la même année pour cette taxe dans l'ensemble des collectivités de même nature.

- Pour l'**application** des dispositions des **1^{er}** et **2^{ème}** **alinéas** (*ci-dessus*) aux **communes membres** des **EPCI** dotés ou non d'une fiscalité propre, les **taux communaux** de la **TH**, des **TF** et de la **CFE** sont **majorés** des **taux** de ces **EPCI** pour l'année précédant celle de l'imposition.

**LA RÉDUCTION DE MOITIÉ DES POSSIBILITÉS D'AUGMENTATION DES TAUX DE CFE ET DE TFNB,
PENDANT 3 ANS, EN CAS D'UTILISATION DES DISPOSITIONS DÉROGATOIRES DU [I.2.]**

- Lorsqu'au titre d'une année, il est fait **application** des **dispositions** du **1^{er}** ou du **2^{ème}** **alinéa** (*ci-dessus*), la **variation en hausse** du **taux** de la **TH** ou du **taux moyen** de la **TH** et des **TF** à prendre en compte, pour l'**application** du [I.1.], est **réduite de moitié** pendant les **3 années suivantes**, pour la **détermination** :
 - du **taux** de la **CFE**,
 - ou du **taux** de la **TFNB**.

**L'IMPOSSIBILITÉ D'APPLIQUER LES DISPOSITIONS DÉROGATOIRES DU [I.2.],
PENDANT LES 3 ANNÉES SUIVANT L'AUGMENTATION RÉDUITE DE MOITIÉ DU TAUX DE CFE OU DE TFNB**

- Lorsqu'au titre d'une année, le **taux** de la **CFE** ou le **taux** de la **TFNB** a été **augmenté** dans ces conditions, il ne peut **pas** être fait **application** du **1^{er}** ou du **2^{ème}** **alinéa** pendant les **3 années suivantes**.

**L'APPLICATION POSSIBLE D'UNE MAJORATION DE 5 %
SI LE TAUX COMMUNAL DE CFE EST INFÉRIEUR AU TAUX MOYEN NATIONAL**

- [I.3.] Pour les **communes**, lorsque le **taux** de la **CFE** ainsi déterminé est **inférieur** à la **moyenne** constatée pour cette taxe l'**année précédente** dans l'**ensemble des collectivités de même nature**, il **peut** faire l'objet d'une **majoration**, au plus égale à **5 %** de cette **moyenne**, **sans** pouvoir la **dépasser**.

Cette **majoration** ne s'applique **pas** lorsque le **taux moyen pondéré (TMP)** des **3 autres taxes** (**TH**, **TFB** et **TFNB**) perçues au profit de la **collectivité considérée** est **inférieur** au **TMP** constaté l'**année précédente** pour ces 3 taxes dans l'**ensemble des collectivités de même nature**.

Pour l'application en 2013 de cette disposition par une commune, les valeurs à retenir sont les suivantes :

- **taux moyen communal proprement dit de CFE à ne pas dépasser : 24,81 % (24,61 % pour 2012),**
- **taux moyen pondéré des TF et de la TH : 17,84 % (17,81 % pour 2012),**
- **taux maximum de la majoration spéciale (24,81 % x 5 %) : 1,24 % (1,23 % pour 2012).**

**LES MODALITÉS D'APPLICATION DE LA MAJORATION POUR UNE COMMUNE MEMBRE D'UNE COMMUNAUTÉ URBAINE
(SI LA TH DE CETTE COMMUNE REPRÉSENTE PLUS DES 3/4 DE LA TH COMMUNAUTAIRE)**

Lorsque le **produit** de la **TH** perçu l'**année précédente** par une **communauté urbaine** provient, pour **plus des 3/4** de son montant total, des **impositions** à cette taxe établies sur le territoire, d'une **seule commune** membre, le **conseil municipal** de celle-ci **peut**, pour l'**application** de la **majoration**, **additionner** :

- les **taux** des **TF**, de la **TH** et de la **CFE** perçues au profit de la **commune**,
- et les **taux respectifs** de ces **mêmes taxes**, votés l'**année précédente** par la **communauté urbaine**.

**LES CONDITIONS PARTICULIÈRES D'APPLICATION DE LA MAJORATION SPÉCIALE
DU TAUX DE LA CFE POUR LES COMMUNES AYANT ADHÉRÉ À UN EPCI**

- Dans les **communes**, membres d'un **EPCI**, qui, l'**année de l'adhésion** à l'**EPCI** et l'**année suivante**, ont rempli les **conditions** pour bénéficier des **dispositions** du **1^{er}** **alinéa** (*du [I.3.] ci-dessus, relatif à la majoration spéciale*), le **conseil municipal** **peut**, à compter de la **2^{ème}** **année** suivant celle de l'adhésion, **majorer** le **taux** de **CFE** (selon les modalités prévues ci-dessus) lorsque, à compter de cette même année :
 - le **taux** de la **CFE** déterminé en application du [I.1.] est **inférieur** à la **moyenne** constatée pour cette taxe l'**année précédente** dans l'**ensemble des communes**,
 - et le **TMP** des **3 autres taxes** (**TH**, **TFB** et **TFNB**) perçue au profit de la **collectivité concernée** est au plus **inférieur de 20 %** au **TMP** constaté l'**année précédente** pour ces 3 taxes dans l'**ensemble des communes**.

Ces **règles** sont **applicables** dans les **communes** qui ont **adhéré** à un **EPCI** à compter de **1995**.

**L'APPLICATION POSSIBLE D'UNE MAJORATION SPÉCIALE DE 5 % DU TAUX DE CFE UNIQUE
(S'IL EST INFÉRIEUR À 75 % DE LA MOYENNE DE SA CATÉGORIE)**

▪ **[I.5.]** L'instance délibérante d'un EPCI faisant application de l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique) et dont le taux de CFE est inférieur à 75 % de la moyenne de sa catégorie constatée l'année précédente au niveau national peut fixer le taux de CFE dans cette limite, sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5 %.

▪ Les catégories mentionnées au 1^{er} alinéa du [I.5.] (ci-dessus) s'entendent :

- des communautés d'agglomération,
- des communautés de communes faisant application de l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique),
- et des communautés urbaines faisant application ce même article.

☞ Cette disposition s'applique également aux EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone (activités économiques ou éoliennes).

Pour l'application en 2013 de cette disposition par un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone, les valeurs à retenir sont les suivantes :		
	taux CFE	75 % x taux CFE
communautés urbaines à FPU	30,65 % (30,57 % pour 2012)	22,99 % (22,93 % pour 2012)
syndicats d'agglomération nouvelle	29,52 % (29,39 % pour 2012)	22,14 % (22,04 % pour 2012)
communautés d'agglomération	26,78 % (26,49 % pour 2012)	20,09 % (19,87 % pour 2012)
communautés de communes à FPU	23,91 % (23,97 % pour 2012)	17,93 % (17,98 % pour 2012)
communautés urbaines à FPZ	25,56 % (25,54 % pour 2012)	19,17 % (19,16 % pour 2012)
communautés de communes à FPZ	21,36 % (20,04 % pour 2012)	16,02 % (15,03 % pour 2012)
cté de cnes à fiscalité éolienne	21,02 % (20,58 % pour 2012)	15,77 % (15,44 % pour 2012)
- taux moyen de CFE à ne pas dépasser : 25,59 % (25,42 % pour 2012) - taux moyen pondéré des TF et de la TH : 17,84 % (17,81 % pour 2012) - taux maximum de la majoration spéciale (25,59 % x 5 %) : 1,28 % (1,27 % pour 2012)		

☞ La déliaison partielle (dans la limite de 1,5 fois), instituée par l'article 103 de la loi de finances 2005, a été supprimée. Les possibilités de baisse des taux des impôts ménages sans conséquence sur les taux de la TP ont été maintenues, de même que les autres possibilités de déliaison dérogatoire (pour situations « atypiques »).

LE CAS PARTICULIER DE TAUX OU DE BASES NULS DE CFE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

▪ **[I bis.1.]** Dans les communes où le taux ou les bases de CFE étaient nuls l'année précédente, le conseil municipal peut fixer le taux de cette taxe.

Toutefois, le rapport entre le taux ainsi voté et le taux moyen constaté pour la CFE l'année précédente dans l'ensemble des communes ne doit pas excéder le rapport entre :

- le taux moyen de la TH et des TF, pondéré par l'importance relative des bases de ces trois taxes dans la commune pour l'année d'imposition,
- et le taux moyen pondéré de ces trois taxes constaté l'année précédente dans l'ensemble des communes.

▪ **[I bis.2.]** Dans les EPCI à fiscalité propre additionnelle où le taux de la CFE était nul l'année précédente, l'organe délibérant de l'EPCI peut fixer le taux de cette taxe.

Toutefois, le rapport entre le taux ainsi voté et le taux moyen constaté pour la CFE l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de la communauté ne doit pas excéder le rapport entre :

- le taux moyen de la TH et des TF, pondéré par l'importance relative des bases de ces 3 taxes dans l'EPCI pour l'année d'imposition,
- et le taux moyen pondéré de ces 3 taxes constaté l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI.

☞ Le mécanisme de taux nul a parfois été utilisé dans des cas très exceptionnels de distorsion importante entre les taux ménages et entreprises, pour refixer l'année suivante un taux de TP plus en rapport avec les taux ménages de la collectivité et le taux de TP moyen national. Mais cette disposition dérogatoire comportait un risque important, notamment en cas de changement des « règles du jeu » au cours de l'année où le taux a été voté avec un taux 0 (nouvelles exonérations éventuelles non compensées...).

LE CAS PARTICULIER DE TAUX OU DE BASES NULS DE TFNB L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

- [I ter.1.] Dans les communes où le taux ou les bases de la taxe foncière sur les propriétés non bâties étaient nuls l'année précédente, le conseil municipal peut fixer le taux de cette taxe.

Toutefois, le rapport entre le taux ainsi voté et le taux moyen constaté pour la TFNB l'année précédente dans l'ensemble des communes ne doit pas excéder le rapport entre :

- le taux de TH de la commune pour l'année d'imposition,
- et le taux moyen constaté pour la TH l'année précédente dans l'ensemble des communes.

☞ Le taux maximum de TFPB, dans une commune où le taux ou les bases de cette taxe était nul l'année précédente, est ainsi calculé :

$$\boxed{\text{taux TFPB (année } n\text{)}} \leq \frac{\boxed{\text{taux communal TH (année } n\text{)}}}{\boxed{\text{taux moyen national TH (année } n - 1\text{)}}} \times \boxed{\text{taux moyen national TFPB (année } n - 1\text{)}}$$

- [I ter.2.] Dans les EPCI à fiscalité propre additionnelle où le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties était nul l'année précédente, l'organe délibérant de l'EPCI peut fixer le taux de cette taxe.

Toutefois, le rapport entre le taux ainsi voté et le taux moyen constaté pour la TFNB l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI ne doit pas excéder le rapport entre :

- le taux de TH de la communauté pour l'année d'imposition,
- et le taux moyen constaté pour la TH l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI.

- L'alinéa précédent est applicable aux EPCI soumis à l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique et donc fiscalité mixte).

☞ Le taux maximum de TFPB, dans une communauté à fiscalité additionnelle (ou à fiscalité professionnelle unique) où le taux de TFPB était nul l'année précédente, est ainsi calculé :

$$\boxed{\text{taux TFPB (année } n\text{)}} \leq \frac{\boxed{\text{taux intercommunal TH (année } n\text{)}}}{\boxed{\text{taux moyen TH des communes membres (année } n - 1\text{)}}} \times \boxed{\text{taux moyen TFPB des communes membres (année } n - 1\text{)}}$$

LES MODALITÉS DE FIXATION DES TAUX DES 4 TAXES PAR UN EPCI L'ANNÉE SUIVANT CELLE DE SA CRÉATION OU CELLE OÙ LES TAUX ÉTAIENT NULS

- [II.] En cas de création d'un EPCI doté d'une fiscalité propre, les rapports entre les taux des 4 taxes établies par l'EPCI doivent être égaux, la 1^{ère} année, aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

- Les dispositions du 1^{er} alinéa (ci-dessus) sont applicables l'année qui suit celle au titre de laquelle l'EPCI a voté un taux égal à zéro pour les 4 taxes.

LES TAUX MOYENS COMMUNAUX CONSTATÉS EN 2012, PAR DÉPARTEMENT

Les taux plafonds départementaux figurent dans des cadres « grisés » lorsqu'ils sont plus élevés que les taux nationaux

DEPARTEMENTS		TH		TFPB		TFPNB		CFE
		Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens
01	AIN	18,26 %	45,65 %	14,55 %	36,38 %	46,72 %	116,80 %	21,96 %
02	AISNE	25,09 %	62,73 %	21,62 %	54,05 %	31,20 %	78,00 %	23,52 %
03	ALLIER	25,62 %	64,05 %	19,01 %	47,53 %	35,04 %	87,60 %	28,71 %
04	ALPES-DE HTE PROVENCE	17,89 %	44,73 %	26,85 %	67,13 %	64,03 %	160,08 %	30,00 %
05	ALPES (HAUTES-)	19,33 %	48,33 %	27,57 %	68,93 %	107,81 %	269,53 %	26,72 %
06	ALPES-MARITIMES	25,74 %	64,35 %	17,67 %	44,18 %	28,34 %	70,85 %	28,36 %
07	ARDECHE	20,91 %	52,28 %	17,49 %	43,73 %	76,89 %	192,23 %	26,24 %
08	ARDENNES	27,21 %	68,03 %	24,61 %	61,53 %	29,78 %	74,45 %	22,74 %
09	ARIEGE	19,86 %	49,65 %	20,47 %	51,18 %	108,68 %	271,70 %	37,02 %
10	AUBE	25,10 %	62,75 %	21,07 %	52,68 %	20,30 %	50,75 %	20,84 %
11	AUDE	27,09 %	67,73 %	33,30 %	83,25 %	107,88 %	269,70 %	34,43 %
12	AVEYRON	18,94 %	47,35 %	20,02 %	50,05 %	82,42 %	206,05 %	30,65 %
13	BOUCHES-DU-RHONE	32,44 %	81,10 %	24,88 %	62,20 %	45,42 %	113,55 %	30,82 %
14	CALVADOS	20,00 %	50,00 %	24,99 %	62,48 %	33,01 %	82,53 %	23,23 %
15	CANTAL	26,73 %	66,83 %	23,74 %	59,35 %	91,03 %	227,58 %	31,80 %
16	CHARENTE	20,00 %	50,00 %	24,57 %	61,43 %	52,09 %	130,23 %	24,24 %
17	CHARENTE-MARITIME	20,39 %	50,98 %	25,10 %	62,75 %	53,64 %	134,10 %	24,80 %
18	CHER	25,30 %	63,25 %	20,52 %	51,30 %	37,40 %	93,50 %	25,51 %
19	CORREZE	18,24 %	45,60 %	22,72 %	56,80 %	87,78 %	219,45 %	31,14 %
2A	CORSE-DU-SUD	27,19 %	67,98 %	12,67 %	31,68 %	77,37 %	193,43 %	19,00 %
2B	HAUTE-CORSE	27,12 %	67,80 %	15,48 %	38,70 %	64,30 %	160,75 %	20,13 %
21	COTE-D'OR	21,80 %	54,50 %	21,81 %	54,53 %	34,30 %	85,75 %	22,91 %
22	COTES-D'ARMOR	30,56 %	76,40 %	21,96 %	54,90 %	75,37 %	188,43 %	26,64 %
23	CREUSE	24,28 %	60,70 %	17,35 %	43,38 %	58,11 %	145,28 %	30,51 %
24	DORDOGNE	19,06 %	47,65 %	26,69 %	66,73 %	85,61 %	214,03 %	25,97 %
25	DOUBS	22,95 %	57,38 %	19,06 %	47,65 %	21,86 %	54,65 %	24,36 %
26	DROME	20,43 %	51,08 %	18,00 %	45,00 %	56,76 %	141,90 %	24,41 %
27	EURE	20,40 %	51,00 %	27,18 %	67,95 %	48,66 %	121,65 %	22,48 %
28	EURE-ET-LOIR	23,37 %	58,43 %	23,74 %	59,35 %	31,03 %	77,58 %	22,70 %
29	FINISTERE	28,04 %	70,10 %	20,72 %	51,80 %	45,65 %	114,13 %	25,47 %
30	GARD	26,90 %	67,25 %	23,90 %	59,75 %	70,02 %	175,05 %	30,32 %
31	GARONNE (HAUTE-)	25,38 %	63,45 %	22,50 %	56,25 %	90,16 %	225,40 %	32,71 %
32	GERS	27,02 %	67,55 %	30,47 %	76,18 %	93,91 %	234,78 %	32,55 %
33	GIRONDE	27,09 %	67,73 %	25,07 %	62,68 %	53,63 %	134,08 %	31,16 %
34	HERAULT	29,75 %	74,38 %	27,35 %	68,38 %	83,29 %	208,23 %	35,71 %
35	ILLE-ET-VILAINE	29,61 %	74,03 %	21,21 %	53,03 %	45,96 %	114,90 %	26,49 %
36	INDRE	22,74 %	56,85 %	21,32 %	53,30 %	40,32 %	100,80 %	24,28 %
37	INDRE-ET-LOIRE	26,02 %	65,05 %	20,58 %	51,45 %	45,30 %	113,25 %	22,78 %
38	ISERE	21,16 %	52,90 %	27,51 %	68,78 %	60,00 %	150,00 %	27,87 %
39	JURA	20,90 %	52,25 %	19,20 %	48,00 %	30,88 %	77,20 %	20,61 %
40	LANDES	25,62 %	64,05 %	18,75 %	46,88 %	52,20 %	130,50 %	26,48 %
41	LOIR-ET-CHER	25,78 %	64,45 %	24,90 %	62,25 %	49,49 %	123,73 %	23,62 %
42	LOIRE	23,14 %	57,85 %	21,74 %	54,35 %	42,09 %	105,23 %	27,07 %
43	LOIRE (HAUTE-)	20,53 %	51,33 %	18,49 %	46,23 %	70,74 %	176,85 %	26,57 %

DEPARTEMENTS		TH		TFPB		TFPNB		CFE
		Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens
44	LOIRE-ATLANTIQUE	27,88 %	69,70 %	21,89 %	54,73 %	53,47 %	133,68 %	27,66 %
45	LOIRET	23,05 %	57,63 %	26,02 %	65,05 %	44,45 %	111,13 %	21,83 %
46	LOT	18,05 %	45,13 %	21,58 %	53,95 %	145,95 %	364,88 %	29,95 %
47	LOT-ET-GARONNE	22,53 %	56,33 %	25,87 %	64,68 %	82,91 %	207,28 %	28,43 %
48	LOZERE	15,21 %	38,03 %	20,90 %	52,25 %	189,35 %	473,38 %	26,30 %
49	MAINE-ET-LOIRE	23,85 %	59,63 %	26,91 %	67,28 %	43,49 %	108,73 %	23,31 %
50	MANCHE	23,83 %	59,58 %	23,19 %	57,98 %	41,42 %	103,55 %	20,23 %
51	MARNE	28,91 %	72,28 %	26,15 %	65,38 %	23,41 %	58,53 %	21,61 %
52	MARNE (HAUTE-)	23,03 %	57,58 %	24,94 %	62,35 %	26,30 %	65,75 %	21,02 %
53	MAYENNE	29,27 %	73,18 %	25,97 %	64,93 %	44,95 %	112,38 %	25,30 %
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	27,39 %	68,48 %	18,01 %	45,03 %	25,89 %	64,73 %	26,42 %
55	MEUSE	23,83 %	59,58 %	21,80 %	54,50 %	34,33 %	85,83 %	19,92 %
56	MORBIHAN	22,97 %	57,43 %	22,46 %	56,15 %	48,97 %	122,43 %	23,25 %
57	MOSELLE	22,09 %	55,23 %	14,92 %	37,30 %	51,54 %	128,85 %	20,57 %
58	NIEVRE	26,39 %	65,98 %	18,70 %	46,75 %	38,74 %	96,85 %	26,29 %
59	NORD	37,73 %	94,33 %	25,62 %	64,05 %	54,76 %	136,90 %	31,76 %
60	OISE	23,61 %	59,03 %	26,03 %	65,08 %	54,26 %	135,65 %	24,45 %
61	ORNE	24,43 %	61,08 %	21,62 %	54,05 %	36,99 %	92,48 %	20,22 %
62	PAS-DE-CALAIS	31,39 %	78,48 %	27,47 %	68,68 %	48,87 %	122,18 %	29,34 %
63	PUY-DE-DOME	23,76 %	59,40 %	20,62 %	51,55 %	79,97 %	199,93 %	25,03 %
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	24,02 %	60,05 %	15,46 %	38,65 %	39,10 %	97,75 %	28,85 %
65	PYRENEES (HAUTES-)	23,42 %	58,55 %	18,68 %	46,70 %	54,78 %	136,95 %	35,56 %
66	PYRENEES-ORIENTALES	24,50 %	61,25 %	22,10 %	55,25 %	51,77 %	129,43 %	34,11 %
67	BAS-RHIN	27,60 %	69,00 %	16,34 %	40,85 %	60,66 %	151,65 %	23,64 %
68	HAUT-RHIN	21,76 %	54,40 %	15,82 %	39,55 %	64,24 %	160,60 %	23,98 %
69	RHONE	25,55 %	63,88 %	18,55 %	46,38 %	39,42 %	98,55 %	26,64 %
70	SAONE (HAUTE-)	15,47 %	38,68 %	16,98 %	42,45 %	32,75 %	81,88 %	21,45 %
71	SAONE-ET-LOIRE	24,47 %	61,18 %	22,65 %	56,63 %	43,65 %	109,13 %	24,40 %
72	SARTHE	27,13 %	67,83 %	22,99 %	57,48 %	38,14 %	95,35 %	24,12 %
73	SAVOIE	17,30 %	43,25 %	20,78 %	51,95 %	95,45 %	238,63 %	29,91 %
74	SAVOIE (HAUTE-)	19,73 %	49,33 %	14,76 %	36,90 %	63,50 %	158,75 %	24,70 %
76	SEINE-MARITIME	24,47 %	61,18 %	25,42 %	63,55 %	42,10 %	105,25 %	23,83 %
79	DEUX-SEVRES	27,03 %	67,58 %	23,09 %	57,73 %	62,14 %	155,35 %	25,07 %
80	SOMME	29,03 %	72,58 %	25,41 %	63,53 %	41,53 %	103,83 %	23,94 %
81	TARN	21,87 %	54,68 %	25,09 %	62,73 %	80,70 %	201,75 %	34,01 %
82	TARN-ET-GARONNE	21,46 %	53,65 %	26,38 %	65,95 %	116,44 %	291,10 %	32,75 %
83	VAR	22,75 %	56,88 %	22,47 %	56,18 %	68,08 %	170,20 %	30,40 %
84	VAUCLUSE	23,29 %	58,23 %	22,14 %	55,35 %	55,28 %	138,20 %	34,81 %
85	VENDEE	26,62 %	66,55 %	17,73 %	43,33 %	46,01 %	115,03 %	24,24 %
86	Vienne	27,62 %	69,05 %	21,44 %	53,60 %	41,68 %	104,20 %	23,83 %
87	Vienne (HAUTE-)	24,34 %	60,85 %	18,63 %	46,58 %	70,47 %	176,18 %	26,65 %
88	VOSGES	26,80 %	67,00 %	18,01 %	45,03 %	29,00 %	72,50 %	23,03 %
89	YONNE	22,85 %	57,13 %	19,99 %	49,98 %	44,52 %	111,30 %	22,97 %
90	BELFORT (TERRITOIRE DE)	21,97 %	54,93 %	15,09 %	37,73 %	52,83 %	132,08 %	29,07 %
75	PARIS	13,38 %	33,45 %	8,37 %	20,93 %	16,67 %	41,68 %	16,52 %
77	SEINE-ET-MARNE	24,02 %	60,05 %	25,09 %	62,73 %	51,80 %	129,50 %	23,06 %
78	YVELINES	19,26 %	48,15 %	15,39 %	38,48 %	59,45 %	148,63 %	20,82 %
91	ESSONNE	24,30 %	60,75 %	19,52 %	48,80 %	65,79 %	164,48 %	24,99 %
92	HAUTS-DE-SEINE	18,54 %	46,35 %	12,22 %	30,55 %	21,29 %	53,23 %	20,09 %
93	SEINE-SAINT-DENIS	24,74 %	61,85 %	21,01 %	52,53 %	43,76 %	109,40 %	34,81 %
94	VAL-DE-MARNE	23,17 %	57,93 %	19,76 %	49,40 %	58,68 %	146,70 %	30,78 %
95	VAL-D'OISE	22,83 %	57,08 %	20,29 %	50,73 %	63,85 %	159,63 %	23,80 %
971	GUADELOUPE	26,99 %	67,48 %	24,90 %	62,25 %	70,85 %	177,13 %	24,60 %
972	MARTINIQUE	27,75 %	69,38 %	26,58 %	66,45 %	24,58 %	61,45 %	21,38 %
973	GUYANE	27,48 %	68,70 %	25,24 %	63,10 %	60,53 %	151,33 %	25,55 %
974	REUNION	27,27 %	68,18 %	28,38 %	70,95 %	31,04 %	77,60 %	24,96 %
TOTAL		23,83 %	59,58 %	20,04 %	50,10 %	48,79 %	121,98 %	25,59 %

LES TAUX PLAFONDS DE TF, DE TH ET DE CFE APPLICABLES DANS UNE COMMUNE

[article 1636 B septies du CGI]

- [I.] Les **taux des taxes foncières** et de la **taxe d'habitation** votés par une **commune** ne peuvent **pas excéder** :
 - **2,5 fois le taux moyen constaté l'année précédente** pour la **même taxe** dans l'ensemble des **communes du département**
 - ou **2,5 fois** et le **taux moyen constaté au niveau national** s'il est **plus élevé**.
- [IV.] Le **taux de la cotisation foncière des entreprises** voté par une **commune** ne peut **pas excéder 2 fois le taux moyen** de cette taxe **constaté l'année précédente au niveau national** pour l'ensemble des communes.
- [V.] Pour les **communes membres d'un groupement doté d'une fiscalité propre**, les **taux-plafonds** prévus aux [I.] et [IV.] sont **réduits** du **taux appliqué l'année précédente** au profit du **groupement**.

▪ **Pour l'application en 2013 des taux plafonds prévus à l'article 1636 B septies, les taux moyens nationaux (et les taux plafonds correspondants) à prendre en compte sont les suivants :**

- **taxe d'habitation : 23,83 % [taux plafond : 59,58 %] (23,76 % et 59,40 % pour 2012),**
- **taxe sur le foncier bâti : 20,04 % [taux plafond : 50,10 %] (19,89 % et 49,73 % pour 2012),**
- **taxe sur le foncier non bâti : 48,79 % [taux plafond : 121,98 %] (48,56 % et 121,40 % pour 2012),**
- **cotisation foncière des entreprises : 25,59 % [taux plafond : 51,18 %] (25,42 % et 50,84 % pour 2012).**

[voir pages précédentes les taux moyens et plafonds communaux 2012 par département]

LES MODALITÉS DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION POUR LES EPCI LEVANT LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE UNIQUE OU DE ZONE ET POUR LEURS COMMUNES MEMBRES

[article 1636 B decies du CGI]

LA FIXATION DES TAUX DE TF ET DE TH PAR LES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI LEVANT LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE UNIQUE

- [I.] Les **communes membres d'un EPCI** soumis à l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*) votent les **taux** des **TF** et de la **TH**, conformément aux **dispositions** applicables aux **communes** (*voir article 1636 B sexies ci-dessus*).

LA FIXATION DU TAUX DE TFNB ET DE TH PAR LES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI À FISCALITÉ ADDITIONNELLE LEVANT POUR LA 1^{ÈRE} FOIS LA FPU ET PAR LES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI À FISCALITÉ ADDITIONNELLE QUI INTÈGRENT UN EPCI À FPU

- Toutefois, pour les **communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle** qui devient soumis aux **dispositions** de l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*) **et pour celles qui, membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, intègrent un EPCI** soumis aux **dispositions de l'article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*) dans le cadre du **dispositif** prévu à l'**article 60 de la loi n° 2010-1563** du 16 décembre 2010 de **réforme des collectivités territoriales** (*schéma départemental de coopération intercommunale, arrêté préfectoral de périmètre, arrêté préfectoral de fusion, création d'EPCI nouveaux*), et pour la **1^{ère} année d'application** de ces **dispositions**, le **dernier alinéa** du [I.1.] de l'**article 1636 B sexies** (*limitation de l'évolution du taux de TFNB par rapport à celle du taux de TH*) n'est **pas applicable** lorsque le **taux de la TFNB ou le taux de la TH**, voté **l'année précédente** par **les communes**, est **inférieur de plus d'1/3** au **taux moyen** constaté la même année au niveau **national** dans l'ensemble des **collectivités territoriales** de même nature **au titre de l'une ou l'autre de ces taxes**.

☞ L'exposé des motifs de l'amendement parlementaire à l'origine de cette disposition (article 88 de la LF 2013) précisait que celui-ci a pour objectif « d'éviter d'avoir à subir souvent, pour les communes qui étaient auparavant membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle et qui en intégrant un autre à fiscalité élevée, lors de la 1^{ère} année, des réductions mais le plus souvent la hausse des taux de fiscalité des ménages (TH et TNFB) générées par l'application :

- d'une part, des **règles de convergence des taxes** (prévues par l'**article 1636 B sexies** du CGI)
- et d'autre part, du **régime de convergence des taux**.

Cette souplesse présente, en préservant l'intérêt des contribuables, l'avantage de traiter pour la 1^{ère} année le régime fiscal d'intégration des communes membres d'un EPCI concerné par une procédure de fusion. »

Pour l'application de cette disposition en 2013, le taux communal de la taxe sur le foncier non bâti de 2012 doit être inférieur à 32,53 % (48,79 % x 2/3) et celui de la taxe d'habitation à 15,89 % (23,83 % x 2/3).

LES MODALITÉS DE VOTE DU TAUX DE CFE UNIQUE OU DE ZONE

- [II.] Les EPCI faisant application de l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique) [pages 44 à 46] ou du [I.] ou du [II.] de l'article 1609 *quinquies C* (fiscalité professionnelle de zone et fiscalité éolienne) [page 41] votent le taux de CFE dans les limites définies :
 - au [I.1.b.] de l'article 1636 B *sexies* (variation dans la limite de celle du taux de TH ou du TMP des 3 taxes ménages),
 - au [I.2.] du même article (diminution possible de chacun des taux d'impôts ménages, jusqu'au niveau de son taux moyen national, sans diminution obligatoire du taux de CFE),
 - au [I.3.] du même article (majoration spéciale du taux de CFE, pour la CFE de zone),
 - au [I.5.] du même article (majoration spéciale du taux CFE unique),
 - et à l'article 1636 B *septies* (plafonnement du taux de CFE à 2 fois le taux moyen national).

LA NON OBLIGATION DE DIMINUER LE TAUX DE CFE UNIQUE OU DE ZONE EN CAS DE DIMINUTION DES IMPÔTS MÉNAGES

- Toutefois, ne s'applique pas l'obligation, prévue au [I.1.b.] de l'article 1636 B *sexies*, de diminuer le taux de CFE dans une proportion au moins égale :
 - soit à la diminution du taux de TH ou à celle du TMP de la TH et des TF,
 - soit à la plus importante de ces diminutions, lorsque ces deux taux sont en baisse.

LES MODALITÉS DE PRISE EN COMPTE DES TAUX DE TAXE D'HABITATION OU DU TAUX MOYEN PONDÉRÉ (TMP) DES IMPÔTS MÉNAGES DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

- Pour l'application du [I.1.b.], du [I.2.], du [I.3.] et du [I.5.] de l'article 1636 B *sexies* [pages 14, 15 et 16] :
 - [1°] le taux de la TH est égal au taux moyen de cette taxe constaté dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI. Pour les EPCI faisant application des dispositions du [II.] de l'article 1609 *nonies C* (fiscalité mixte), le TMP tient compte du produit perçu par l'EPCI,
 - [2°] le TMP de la TH et des TF est égal à la somme des taux moyens constatés pour chacune de ces taxes dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI pondérés par l'importance relative des bases de ces 3 taxes pour l'année visée au [3°] (*ci-après*).

Toutefois, pour l'application du [I.3.] de l'article 1636 B *sexies* (majoration spéciale du taux de CFE) [page 15], pour le calcul des TMP constatés pour chacune de ces taxes, il n'est pas tenu compte des taux inférieurs aux 3/4 du TMP des communes membres du groupement constaté pour chaque taxe l'année précédente.

Pour les EPCI qui font application des dispositions du [II.] de l'article 1609 *nonies C* (fiscalité mixte), le TMP tient compte du produit perçu par l'EPCI.
 - [3°] la variation des taux définis aux [1°] et [2°] (*ci-dessus*) est celle constatée l'année précédant celle au titre de laquelle l'EPCI vote son taux de CFE ou celui applicable dans la zone d'activités économiques (ZAE).

LA PRISE EN COMPTE DE LA VARIATION DES TAUX DES IMPÔTS MÉNAGES DE L'AVANT-DERNIÈRE ANNÉE, LORSQUE CEUX-CI N'ONT PAS VARIÉ LA DERNIÈRE ANNÉE

- Lorsque les taux définis aux [1°] et [2°] (*ci-dessus*) n'ont pas varié l'année précédant celle au titre de laquelle l'EPCI vote son taux de CFE ou celui applicable dans la ZAE, la variation prise en compte est celle constatée au titre de l'antépénultième (*avant-dernière*) année.

LA PRISE EN COMPTE DU TAUX MOYEN NATIONAL DE CFE DES COMMUNES ET DES EPCI POUR L'APPLICATION DE LA MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

- [III.] Pour l'application du [I.3.] de l'article 1636 B *sexies* (majoration spéciale du taux de CFE) [page 15], le taux de CFE à prendre en compte correspond au taux moyen national constaté pour cette taxe l'année précédente pour les communes et leurs EPCI.

LA POSSIBILITÉ D'APPLIQUER UNE MAJORATION, AU TAUX MAXIMUM DE CFE, PENDANT LES 3 ANNÉES SUIVANT CELLE AU COURS DE LAQUELLE ELLE N'A PAS ÉTÉ UTILISÉE

- [IV.] A compter de 2004, pour les EPCI visés au [II.] du présent article (ceux levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone), peut être, sous réserve des dispositions de l'article 1636 B *septies* (plafonnement du taux de CFE à 2 fois le taux moyen national) [page 20] ajoutée, partiellement ou totalement, au taux de CFE voté par l'EPCI au titre de l'une des 3 années suivantes la différence constatée au titre d'une année entre :
 - le taux maximum de CFE résultant des dispositions du 2^{ème} alinéa du [I.1.b.] de l'article 1636 B *sexies* (variation différenciée des taux des 4 taxes) [page 14],
 - et le taux de CFE voté conformément à ces mêmes dispositions.

- La **majoration** du **taux de CFE** dans les **conditions** visées au **1^{er} alinéa** (*ci-dessus*) n'est **pas applicable** l'**année** au titre de laquelle l'EPCI fait **application** des **dispositions** :
 - du **[I.3.]** de l'**article 1636 B sexies** (*majoration spéciale du taux de CFE*),
 - du **2^{ème} alinéa** du **[II.]** de l'**article 1636 B decies** (*non obligation de diminuer le taux de CFE unique ou de zone en cas de diminution des impôts ménages*) **[page 20]**,
 - du **dernier alinéa** du **[II.]** de l'**article 1636 B decies** (*prise en compte de la variation des taux des impôts ménages de l'avant-dernière année, lorsque ceux-ci n'ont pas varié la dernière année*).
- Les **décisions** relatives aux **taux transmises aux services fiscaux** dans les **conditions** prévues au **[I.]** de l'**article 1639 A** (*désormais avant le 15 avril*) **[page 34]** doivent **indiquer** :
 - le **montant à reporter** conformément au **1^{er} alinéa** (*du présent [IV.]*),
 - ainsi que les **modalités** selon lesquelles le **taux de l'année** est **majoré** dans les **conditions** prévues **audit alinéa**.

**LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA FIXATION DE ZONES OÙ DES TAUX DIFFÉRENTS
DE TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM) PEUVENT ÊTRE VOTÉS**

[article 1636 B *undecies* du CGI]

Cet article regroupe les dispositions concernant les modalités de fixation de zones où des taux différents de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) peuvent être votés.

LE VOTE DU (DES) TAUX DE TEOM AVANT LE 15 AVRIL

▪ **[1.]** Les **communes** et leurs **EPCI** ayant institué la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** conformément aux **articles 1379-0 bis, 1520 et 1609 quater**, votent le **taux** de cette taxe dans les **conditions** fixées à l'**article 1639 A**.

☞ Les **taux de TEOM** doivent être votés, comme ceux de la **fiscalité directe locale**, avant le **15 avril** de chaque année (sauf cas dérogatoires). L'article 1639 A précise même que les collectivités « font connaître aux services fiscaux, avant le 15 avril, les décisions relatives aux taux... »

LA POSSIBILITÉ DE FIXER DES ZONES DE PERCEPTION AVEC DES TAUX DIFFÉRENTS

DEL ▪ **[2. 1^{er} alinéa]** Ils peuvent définir, dans les **conditions** prévues au **[II.1.]** de l'**article 1639 A bis** (avant le 15 octobre), des **zones de perception** de la **TEOM** sur lesquelles ils votent des **taux différents** en vue de **proportionner** le montant de la **taxe** à l'**importance du service rendu**, apprécié en fonction :

- des **conditions** de **réalisation** du **service**,
- et de son **coût**.

☞ Les **délibérations relatives aux zonages** doivent être prises avant le **15 octobre** d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante.

En ce qui concerne le zonage permettant de proportionner le montant de la taxe à l'importance du service rendu (anciens articles 1636 B *sexies* III.2° et 1609 quater 6^{ème} alinéa, la circulaire ministérielle du 15 juillet 2005 indique, page 32, que « pour le législateur, la prise en compte de la notion de coût du service comme critère de son importance peut notamment permettre aux collectivités de définir un taux de TEOM en fonction du coût du service par habitant dans chaque zone et de refléter ainsi indirectement les disparités de valeur locative moyenne par habitant entre les différentes zones définies conformément aux commentaires précédents ».

Il aurait été intéressant que cette précision soit insérée dans le nouvel article relatif à la TEOM...

**LA POSSIBILITÉ DE DÉFINIR UNE ZONE AUTOUR D'UNE INSTALLATION DE TRANSFERT
OU D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS, AVEC UN TAUX DIFFÉRENT**

DEL Les **communes** ou les **EPCI** sur le territoire desquels est située une **installation de transfert ou d'élimination des déchets** prévue par un **plan départemental** d'élimination des déchets ménagers peuvent également **définir** une **zone**, d'un **rayon d'1 kilomètre maximum**, sur laquelle ils votent un **taux différent**.

Dans ce cas, la **commune** ou l'**EPCI** ne peut **pas définir** sur ce périmètre des **zones en fonction de l'importance du service rendu**.

**LA POSSIBILITÉ POUR UN EPCI DE VOTER DES TAUX DIFFÉRENTS, PENDANT 10 ANS AU MAXIMUM,
EN VUE D'HARMONISER LE MODE DE FINANCEMENT DU SERVICE**

DEL ▪ **[2. 2^{ème} alinéa]** Toutefois, à **titre dérogatoire**, l'**EPCI** ayant institué la taxe **peut**, pour une **période** qui ne peut **pas excéder 10 ans**, voter des **taux différents** sur son périmètre, afin de **limiter** les **hausse de cotisations** liées à l'**harmonisation** du **mode de financement**.

☞ La **délibération** qui institue le zonage en vue d'une harmonisation progressive des taux de TEOM, prise par le conseil communautaire ou le comité syndical, doit fixer le périmètre des zones. Une zone peut être constituée :

- par une ou plusieurs parties d'une commune (en cas de combinaison avec le zonage pour différence de service rendu),
- par une seule commune,
- par plusieurs communes (ou par plusieurs parties de plusieurs communes).

Il n'y a pas de justification à produire pour établir le lissage des taux. La circulaire du 15 juillet 2005 précise que :

- la législation n'impose aucune obligation en matière de méthode d'harmonisation,
- les groupements disposent d'une entière liberté.

Cette **dérogation** peut également être **mise en œuvre** en cas de **rattachement** d'une ou plusieurs **communes**. L'**EPCI** décide, dans les **conditions** prévues au [II.1.] de l'**article 1639 A bis** (*jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle du rattachement*) :

- de l'**application** de ce **dispositif**,
- et de la **délimitation** des **zones** sur lesquelles des **taux différents** sont votés.

LA FIXATION PAR UN SYNDICAT MIXTE DE ZONES DE PERCEPTION À TAUX DIFFÉRENTS,
LORSQUE LES COMMUNAUTÉS MEMBRES ONT OPTÉ POUR LE RÉGIME DÉROGATOIRE N°2
(PERCEPTION DE LA TAXE EN LIEU ET PLACE DU SYNDICAT MIXTE)

DEL

- [3.] Pour l'**application** du [2.] ci-dessus :
- [a.] pour les **EPCI** (à *fiscalité propre*) qui **perçoivent** la **taxe** dans les **conditions** prévues au [VI.2.b.] de l'**article 1379-0 bis** (*application du « régime dérogatoire n° 2 »*), le **syndicat mixte** définit, dans les **conditions** prévues au [II.1.] de l'**article 1639 A bis** (*avant le 15 octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante*), les **zones de perception** de la **taxe** en fonction de l'**importance du service rendu**.
Il **décide**, dans les **mêmes conditions** :
 - de l'**application** du [2. 2^{ème} alinéa] (*vote de taux différents pendant 10 ans au maximum, en vue d'une harmonisation du mode de financement*),
 - et du **périmètre** sur lequel ce **dispositif** est **mis en œuvre**.

L'ANNÉE DE DÉBUT D'APPLICATION DE TAUX DIFFÉRENTS DE TEOM

- [b.] la **période** durant laquelle des **taux différents** peuvent être **votés** en application du [2. 2^{ème} alinéa] (*ci-dessus*) s'applique :
 - à compter du **1^{er} janvier 2005**, pour tous les **syndicats de communes** et **syndicats mixtes** qui **perçoivent** la **TEOM** à cette date,
 - à compter de la **1^{ère} année** au titre de laquelle l'**EPCI** **perçoit** la **TEOM**, pour ceux qui se mettent **en conformité** avec la **loi n° 99-586 du 12 juillet 1999** (*renforcement et simplification de la coopération intercommunale*), ainsi que pour les **groupements nouvellement constitués**,
 - à compter de l'**année qui suit** celle du **rattachement**, en cas de rattachement de communes.

LA SIMULTANÉITÉ POSSIBLE DE ZONAGES À BUTS DIFFÉRENTS

- [c.] les **1^{er}** et **2^{ème}** alinéas du [2.] (*ci-dessus*) peuvent être **appliquées simultanément** (*zonage en fonction du service et du coût, zonage autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets - la dernière phrase du [2. 1^{er} alinéa] indique le contraire... -, zonage en vue de l'harmonisation du mode de financement*).

LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA TEOM, LA 1^{ÈRE} ANNÉE,
PAR UNE COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SE SUBSTITUANT À UN SYNDICAT DE COMMUNES

- [4.] Par **exception** au [2.] (*ci-dessus*), les **communautés de communes** instituant la **TEOM** dans les **conditions** prévues au [VI.1.2°] de l'**article 1379-0 bis** (*nouvelle communauté se substituant à un syndicat intercommunal percevant, sur les mêmes communes, la TEOM*), ne **peuvent**, la **1^{ère} année**, **voter** que le **taux** de cette **taxe**, à l'**exclusion** de toute **modification** de ses **règles d'établissement** (*ex : zonage*).

Toutefois, lorsque la **transformation** est intervenue **postérieurement** au **15 octobre**, les **zones de perception** en fonction de l'**importance du service rendu** instituées par le **syndicat** **avant** sa **transformation** en communauté de communes restent **applicables** l'**année qui suit** cette **transformation**.

LA FIXATION DU TARIF DE LA PART INCITATIVE AVANT LE 31 MARS

- [5.] Les **communes** et les **EPCI** ayant institué la **part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères** conformément à l'**article 1522 bis** **votent** le **tarif** de cette **part** dans les **conditions** prévues à l'**article 1639 A**.

☞ En vertu de cet article, les **collectivités concernées** font **connaître** aux **services fiscaux**, **avant le 15 avril** de chaque **année**, les **décisions relatives** soit aux **taux**, soit aux **produits**, selon le cas, des **impositions directes** **perçues** à leur profit.

LA LIMITATION DU PRODUIT DE LA TEOM LA 1^{ÈRE} ANNÉE D'APPLICATION DE LA PART INCITATIVE

- **[6.] La 1^{ère} année d'application des dispositions de l'article 1522 bis, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut pas excéder le produit total de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux au titre de l'année précédente. »**

☞ Ainsi, la 1^{ère} année d'application de la part incitative, le produit de la TEOM (y compris cette part incitative) ne pourra pas dépasser celui de l'année précédente.

Cette disposition, prévue pour que, globalement, les redevables ne subissent pas une augmentation du montant de la TEOM, ne tient toutefois pas compte de l'évolution des bases (à la hausse ou à la baisse), ni de la revalorisation forfaitaire annuelle (ex : + 1,80 % pour 2013). Le Sénat avait proposé une hausse pouvant atteindre 10 % du produit antérieur, ce qui aurait été difficilement compatible avec l'objectif d'incitation. La référence aux bases antérieures, plutôt qu'aux produits, aurait certainement été plus juste.

STATISTIQUES SUR LES EMISSIONS DE TEOM AU TITRE DE L'ANNEE 2012

Source: fichier de recensement des éléments d'imposition issu des émissions de rôles généraux de l'année 2012
DGFIP - Bureau CL2A - Secteur valorisation

- Le tableau ci-dessous présente les données statistiques relatives aux **émissions de rôles généraux de TEOM au titre de l'année 2012**.

Bénéficiaires de la TEOM	communes ⁽¹⁾	syndicats	EPCI à FP	ensemble
Nombre de collectivités	680	161	1 642	2 483
Nombre de communes membres	-	1.555	22 398	24 633
Base TEOM globale	15.062,70 M€	2.163,60 M€	48.490,50 M€	65.716,80 M€
Taux moyen TEOM global	6,85 %	9,24 %	10,02 %	9,27 %
Produit TEOM global	1.032,00 M€	200,00 M€	4.859,10 M€	6.091,10 M€
Base TEOM taux plein	15.010,00 M€	2.118,40 M€	46.779,10 M€	63.907,40 M€
Taux moyen TEOM taux plein	6,85 %	9,26 %	10,08 %	9,29 %
Produit TEOM taux plein	1.028,50 M€	196,20 M€	4.714,70 M€	5.939,40 M€
Base TEOM taux réduit A	52,00 M€	43,00 M€	1.457,30 M€	1.552,30 M€
Taux moyen TEOM taux réduit A	6,61 %	8,31 %	8,48 %	8,41 %
Produit TEOM taux réduit A	3,40 M€	3,60 M€	123,60 M€	130,60 M€
Base TEOM taux réduit B	0,70 M€	2,20 M€	203,40 M€	206,30 M€
Taux moyen TEOM taux réduit B	6,33 %	8,44 %	7,88 %	7,88 %
Produit TEOM taux réduit B	0,05 M€	0,19 M€	16,02 M€	16,25 M€
Base TEOM taux réduit C	-	-	50,73 M€	50,73 M€
Taux moyen TEOM taux réduit C	0,00 %	0,00 %	9,46 %	9,46 %
Produit TEOM taux réduit C	-	-	4,80 M€	4,80 M€

⁽¹⁾ Le taux moyen communal est légèrement plus élevé si on écarte la ville de Paris, dont le produit de TEOM représente 42 % du total de la taxe perçue par les communes (bases totales : 6.981,60 M€ ; produit total : 433,60 M€), et dont le taux moyen 2012 s'établit à 6,21 %.

Hors la ville de Paris, le taux moyen communal est de 7,41 %.

L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITÉ ADDITIONNELLE EN CAS DE FUSION D'EPCI À FISCALITÉ ADDITIONNELLE
(SAUF OPTION PRISE POUR LA FPU DÉCIDÉE AVANT LE 16 JANVIER)

DEL

- [I.] En cas de **fusion d'EPCI à fiscalité propre additionnelle**, réalisée dans les **conditions** prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'EPCI issu de la fusion est soumis de plein droit au régime de la **fiscalité additionnelle**, sauf **délibération** du **conseil communautaire** optant pour le régime prévu à l'article 1609 **nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*), statuant à la **majorité simple** de ses membres, **prise au plus tard le 31 décembre de l'année de la fusion le 15 janvier de l'année au cours de laquelle la fusion prend fiscalement effet.**

Il en est de même en cas de **fusion d'EPCI à fiscalité additionnelle** et d'EPCI sans **fiscalité propre** (*syndicats de communes*).
Cette **délibération** ne peut **pas** être **rapportée** pendant la **période d'unification des taux** prévue au [III.] de l'article 1609 **nonies C**.

LES MODALITÉS DE FIXATION DES TAUX DE FISCALITÉ ADDITIONNELLE LA 1^{ÈRE} ANNÉE

- Les **taux de fiscalité additionnelle** de l'EPCI issu de la fusion sont **fixés** la 1^{ère} **année** suivant celle de la **fusion** selon les **modalités** suivantes :

- [1°] soit dans les **conditions** prévues par le [I.] de l'article 1636 B *sexies*.
Pour l'**application** de cette **disposition**, les **taux** de l'**année précédente** sont **égaux** au **taux moyen** de **chaque** **taxe** des **EPCI à fiscalité propre additionnelle**, pondéré par l'importance des **bases** de ces **EPCI**
Dans le cas d'une **fusion** entre un **EPCI à fiscalité propre additionnelle** et un **EPCI sans fiscalité propre** (*syndicat*), les **taux** retenus sont ceux de l'**EPCI à fiscalité propre additionnelle**.
Toutefois, des **taux d'imposition** de TH, de TF et de CFE différents peuvent être appliqués sur le territoire des **EPCI préexistants**, pour l'établissement des 12 premiers budgets de l'EPCI issu de la fusion.
Cette **procédure d'intégration fiscale progressive** doit être précédée d'une **homogénéisation des abattements** appliqués pour le calcul de la TH.
Cette **décision** est prise :

DEL

- soit par **délibérations concordantes** des **EPCI préexistants** avant la fusion,
- soit par une **délibération** de l'EPCI issu de la fusion.

Les **différences** qui affectent les **taux d'imposition** appliqués sur le territoire des **EPCI préexistants** sont :

- **réduites** chaque année d'1/13^{ème},
- et **supprimées** à partir de la 13^{ème} **année**.

Le 2^{ème} **alinéa** du présent [I.1°] (*grisé ci-dessus*) n'est **pas applicable** lorsque, pour chacune des taxes en cause, le **taux d'imposition** appliqué dans l'EPCI préexistant le moins imposé était **égal ou supérieur** à 80 % du **taux d'imposition** correspondant appliqué dans l'EPCI le plus imposé pour l'année antérieure à l'établissement du 1^{er} des 12 budgets susvisés.

- [2°] soit dans les **conditions** prévues par le [II.] de l'article 1636 B *sexies* [page 17].
Pour l'**application** de cette **disposition**, le **taux moyen pondéré** de chacune des 4 taxes tient compte des **produits** perçus par les **EPCI préexistants**.

LES MODALITÉS DE FIXATION DU TAUX DE CFE, LA 1^{ÈRE} ANNÉE, EN CAS D'OPTION POUR LA FPU

- Lorsque l'EPCI issu de la fusion opte pour le régime prévu à l'article 1609 **nonies C** (FPU), le **taux** de la CFE qu'il vote la 1^{ère} **année** ne peut **pas excéder** le **taux moyen** de la CFE constaté l'**année précédente** dans les **communes membres**, pondéré par l'importance relative des **bases** de ces communes.

Le **taux moyen pondéré** tient compte des **produits perçus** par les **EPCI préexistants**.

LES MODALITÉS DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION À COMPTER DE LA 2^{ÈME} ANNÉE

- A compter de la 2^{ème} **année** suivant celle de la **fusion**, les **taux** de l'EPCI issu de cette fusion sont **fixés** en **application** :
- du [I.] de l'article 1636 B *sexies* [page 14] s'il relève du régime de la **fiscalité additiponnelle**,
- de l'article 1636 B *decies* [page 20] s'il relève du régime prévu à l'article 1609 **nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*).

☞ L'article 1636 B *decies* détermine les modalités de fixation des **taux d'imposition** pour les **EPCI** levant la FPU ou la FPZ et pour leurs **communes membres**.

**L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE DE ZONE, EN CAS DE FUSION D'EPCI À FPZ,
SAUF OPTION PRISE POUR LA FPU DÉCIDÉE AVANT LE 16 JANVIER**

DEL

▪ [II.] En cas de fusion d'EPCI soumis à l'article 1609 *quinquies* C (fiscalité professionnelle de zone), réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'EPCI issu de la fusion est soumis de plein droit au régime prévu par ces mêmes dispositions, sauf délibération du conseil communautaire optant pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C (fiscalité professionnelle unique), statuant à la majorité simple de ses membres, prise au plus tard le 31 décembre de l'année de la fusion le 15 janvier de l'année au cours de laquelle la fusion prend fiscalement effet.

Il en est de même en cas de fusion :

- d'une part, d'EPCI faisant application du régime prévu à l'article 1609 *quinquies* C (fiscalité professionnelle de zone),
- et, d'autre part, d'EPCI à fiscalité propre additionnelle ou sans fiscalité propre (syndicats).

Cette délibération ne peut pas être rapportée pendant la période d'unification des taux prévue au [III.] de l'article 1609 *nonies* C.

☞ C'est le [IV.] de l'article 37 de la 3^{ème} LFR 2012 qui a reporté au 15 janvier la date limite permettant aux EPCI nouvellement créés ou issus de fusion, d'opter pour le régime de la fiscalité professionnelle unique afin qu'ils puissent relever de ce régime dès la 1^{ère} année.

LES MODALITÉS DE FIXATION DU TAUX DE CFE DE ZONE ET DU TAUX DE CFE DE ZONE ÉOLIENNE, LA 1^{ÈRE} ANNÉE

- Pour la 1^{ère} année suivant celle de la fusion :
- [1°] le taux de la CFE de zone, ainsi que le taux de la CFE afférent aux éoliennes votés par l'EPCI issu de la fusion ne peuvent pas excéder le taux moyen de la CFE constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Le taux moyen pondéré tient compte :

- des produits perçus par les EPCI préexistants,
- et des bases imposées à leur profit en application de l'article 1609 *quinquies* C (FPZ).

Toutefois, lorsque ce taux moyen pondéré est inférieur à un ou aux taux de la CFE de zone, l'EPCI issu de la fusion peut décider de fixer son taux dans la limite du ou des taux de la CFE de zone votés l'année précédente par les EPCI préexistants.

Il en est de même pour le taux de la CFE afférent aux éoliennes.

Le [III.1.b.] de l'article 1609 *quinquies* C [page 42] est applicable à l'EPCI issu de la fusion.

Dans le cas d'EPCI préexistants faisant application du dispositif de réduction des écarts de taux, il est tenu compte du taux effectivement appliqué sur le territoire de la commune au titre de l'année précédente,

LES MODALITÉS DE FIXATION DU TAUX ADDITIONNEL DE CFE, LA 1^{ÈRE} ANNÉE

- [2°] Le [I.] (du présent article - page 26 -) est applicable aux bases d'imposition à la CFE autres que celles soumises à l'article 1609 *quinquies* C (FPZ).

LES MODALITÉS DE FIXATION DES TAUX DE CFE UNIQUE, LA 1^{ÈRE} ANNÉE, EN CAS D'OPTION POUR LA FPU

- Lorsque l'EPCI issu de la fusion opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C (fiscalité professionnelle unique), le taux de la CFE qu'il vote la 1^{ère} année ne peut pas excéder le taux moyen de la CFE constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Le taux moyen pondéré tient compte :

- des produits perçus par les EPCI préexistants,
- et des bases imposées à leur profit en application de l'article 1609 *quinquies* C (FPZ).

LES MODALITÉS DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION À COMPTER DE LA 2^{ÈME} ANNÉE

- A compter de la 2^{ème} année suivant celle de la fusion, les taux de l'EPCI issu de la fusion applicables aux bases d'imposition autres que celles soumises à l'article 1609 *quinquies* C sont fixés dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1636 B *sexies*.

Pour les bases soumises à l'article 1609 *quinquies* C (FPZ) et dans le cas où l'EPCI relève du régime prévu à l'article 1609 *nonies* C, le taux de la CFE est fixé en application des articles 1636 B *decies* et 1609 *nonies* C.

**L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE UNIQUE EN CAS DE FUSION D'EPCI
(DONT UN AU MOINS LÈVE LA FPU)**

• [III.] En cas de **fusion d'EPCI** soumis à l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique), réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'EPCI issu de la fusion est soumis de plein droit au régime prévu par ces mêmes dispositions.

Il en est de même en cas de fusion :

- d'une part, d'EPCI soumis à l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique),
- et, d'autre part, d'EPCI à fiscalité propre additionnelle faisant ou non application de l'article 1609 *quinquies C* (fiscalité professionnelle de zone) ou d'EPCI sans fiscalité propre (syndicats à contributions fiscalisées).

LES MODALITÉS DE FIXATION DU TAUX DE CFE UNIQUE, LA 1^{ÈRE} ANNÉE

■ Pour la 1^{ère} année suivant celle de la fusion, le taux de la CFE voté par l'EPCI issu de la fusion ne peut pas excéder le **taux moyen** de cette taxe constaté l'année précédente dans les **communes membres**, pondéré par l'importance relative des **bases** imposées sur le territoire de ces communes.

Le **taux moyen pondéré** tient compte :

- des **produits** perçus au profit des **EPCI préexistants**,
- et des **bases imposées** à leur profit en application de l'article 1609 *nonies C* (FPU) ou de l'article 1609 *quinquies C* (FPZ).

Les articles 1636 B *decies* et 1609 *nonies C* s'appliquent à ce **taux moyen pondéré**.

LE RAPPROCHEMENT PROGRESSIF DES TAUX DE CFE

■ Le [b.] et les 1^{er} et 3^{ème} alinéas du [III. 1^o c.] de l'article 1609 *nonies C* sont applicables à l'EPCI issu de la fusion.

Pour l'application de ces dispositions, il est tenu compte du **taux constaté** dans **chaque zone** et du **taux effectivement appliqué** sur le territoire de la **commune** au titre de l'année précédente pour les **EPCI préexistants** faisant application du dispositif de réduction des écarts de taux.

LA FIXATION DES TAUX DE TH ET DE TF LA 1^{ÈRE} ANNÉE

■ Pour la 1^{ère} année suivant celle de la fusion, les **taux** de la TH et des TF de l'EPCI issu de la fusion sont **fixés** :

- [1^o] soit dans les **conditions** prévues aux articles 1636 B *sexies* (à l'exclusion du [I.1.a.]) et 1636 B *decies*.
Pour l'application de cette disposition, les **taux** de l'année précédente sont **égaux** au **taux moyen** de chaque taxe des **EPCI à fiscalité propre**, pondéré par l'importance des **bases** de ces EPCI.

Dans le cas d'une fusion entre un **EPCI à fiscalité propre** et un **EPCI sans fiscalité propre** (syndicat), les **taux** retenus sont **ceux de l'EPCI à fiscalité propre**.

☞ L'Assemblée Nationale a ajouté la référence aux dispositions de l'article 1636 B *sexies* du CGI (à l'exception du [I.1.a.]). Cet article détermine les modalités générales de fixation des taux d'imposition par les communes membres et les EPCI à fiscalité propre. Le [I.1.a.] de cet article, qui n'est pas applicable dans le cadre du [III.] de l'article 1638-0 bis, concerne la variation proportionnelle des taux des 4 taxes.

**LA FIXATION DÉROGATOIRE DES TAUX DE TH ET DE TF PENDANT LES 12 PREMIÈRES ANNÉES
(APRÈS HOMOGENÉISATION DES ABATTEMENTS)**

Par dérogation, des **taux d'imposition** de TH et de TF différents peuvent être **appliqués** selon le territoire des **EPCI préexistants**, pour l'établissement des **12 premiers budgets** de l'EPCI issu de la fusion.

Toutefois, cette **procédure d'intégration fiscale progressive** doit être **précédée** d'une **homogénéisation des abattements** appliqués pour le calcul de la **taxe d'habitation**.

Cette **décision** est prise :

- soit par **délibérations concordantes** des **EPCI préexistants** avant la fusion,
- soit par une **délibération** de l'EPCI issu de la fusion.

Les **différences** qui affectent les **taux d'imposition** appliqués sur le territoire des **EPCI préexistants** :

- sont **réduites** chaque année d'**1/13^{ème}**,
- et **supprimées** à partir de la **13^{ème} année**.

Le 2^{ème} alinéa du présent [1^o] (1^{er} paragraphe du présent sous-titre) n'est pas applicable lorsque, pour chacune des taxes en cause, le **taux d'imposition** appliqué dans l'EPCI préexistant le moins imposé était **égal ou supérieur à 80 %** du **taux d'imposition** correspondant appliqué dans l'EPCI le plus imposé pour l'année antérieure à l'établissement du 1^{er} des 12 budgets susvisés ;

**LES MODALITÉS DE PRISE EN COMPTE, DANS LE TAUX MOYEN PONDÉRÉ DE TAXE D'HABITATION,
DU PRODUIT RÉSULTANT DU TRANSFERT DE LA PART DÉPARTEMENTALE**

Dans le cas d'une **fusion** visée à la **dernière phrase** du **1^{er} alinéa** du présent **[III.]** (*surlignée en gris dans la page précédente*) impliquant un **EPCI** qui faisait application en **2011** de l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*), le **taux moyen pondéré de taxe d'habitation** mentionné au **1^{er} alinéa** du **présent [1^o]** tient compte du **produit** résultant du **transfert** de la **part départementale** de cette **taxe d'habitation** perçu par les **communes** qui en **2011** étaient :

- **isolées,**
- ou **membres** d'un **EPCI à fiscalité additionnelle** faisant ou non application de l'**article 1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone*).
- **[2^o]** soit dans les **conditions** prévues au **2^{ème} alinéa** du **[II.]** de l'**article 1609 nonies C** **[page 45]**.
Pour l'**application** de cette disposition, le **taux moyen pondéré** de **chacune des 3 taxes** (*ménages*) **tient compte** des **produits perçus** par les **EPCI préexistants** ;

LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION À COMPTER DE LA 2^{ÈME} ANNÉE D'IMPOSITION

- A compter de la **2^{ème} année** suivant celle de la **fusion**, les **taux** de la **CFE**, de la **TH** et des **TF** de l'**EPCI** sont **fixés** conformément aux **articles 1636 B sexies** (à l'exclusion du **[I.1.a.)** **[p. 14]**, **1636 B decies** **[p. 20]** et **1609 nonies C** **[p. 44]**.

☞ Les dispositions ci-dessus (8 alinéas), issues du **[VII.]** de l'**article 44** de la **4^{ème} LFR 2011** et de l'**article 29-I.3^a** de la **1^{ère} LFR 2012**, se sont appliquées à compter du **1^{er} janvier 2012**.

Aux termes du **[III.1^o]** de l'**article 1638-0 bis**, le **taux de taxe d'habitation** de l'**EPCI** issu d'une **fusion** entre un **EPCI à FPU** et un **EPCI à FA** ou sans **fiscalité propre** est calculé, l'**année** qui suit celle de la **fusion**, à partir des **taux moyens pondérés (TMP)** des **EPCI à fiscalité propre** participant à la **fusion**, tels qu'ils s'établissaient l'**année** de la **fusion**.

Ainsi, le **TMP** de **TH** tient compte des **produits perçus** par les **EPCI préexistants**, c'est à dire notamment, pour l'**EPCI à FPU**, de la **part départementale** de **TH** et pour l'**EPCI à FA**, de la **fraction** de la **part départementale** de **TH**. En revanche, il ne tient pas compte de la **fraction** de la **part départementale** de **TH** de la **commune** membre de l'**EPCI à FA**.

Dès lors, pour calculer le **TMP** servant à la **fixation** du **taux** de **TH** de l'**EPCI** issu de la **fusion**, il est nécessaire de tenir compte également de la **part départementale** de **TH** anciennement transférée aux **communes** qui se rattachent à l'**EPCI à FPU**.

Cela permet d'assurer la **cohérence** du **TMP** avec les **taux** appliqués sur le **territoire** des **EPCI** et des **communes** participant à la **fusion** et ainsi d'éviter que le **TMP** ne soit artificiellement diminué entraînant de fait une **perte** de **produit** de **taxe d'habitation** pour l'**EPCI**.

**LA RÉDUCTION DU TAUX COMMUNAL DE LA TAXE D'HABITATION DES COMMUNES MEMBRES EN 2011
D'UN EPCI À FISCALITÉ ADDITIONNELLE QUI FUSIONNE ENSUITE AVEC UN EPCI À FPU**

- **[IV.]** Le **taux de taxe d'habitation** des **communes membres** en **2011** d'un **EPCI à fiscalité propre additionnelle** faisant ou non application de l'**article 1609 quinquies C** (*FPZ*) ou d'un **établissement public sans fiscalité propre** qui **fusionne** avec un **EPCI** qui faisait application en **2011** de l'**article 1609 nonies C** (*FPU*) est **réduit** l'**année** suivant celle de la **fusion** de la **différence** entre :

- d'une part, le **taux de référence** de **taxe d'habitation** calculé pour la **commune** conformément à l'**article 1640 C**,
- et, d'autre part, le **taux communal** de **taxe d'habitation** applicable en **2010** dans la **commune**.

La disposition s'est appliquée, sans nouvelle délibération des communes concernées, à compter des taux et abattements votés pour 2012.

☞ Afin d'éviter que la **fusion** entre un **EPCI** qui faisait application du régime de la **fiscalité professionnelle unique** en **2011** et un **EPCI à fiscalité additionnelle** ou sans **fiscalité propre** ne se traduise par une **augmentation** du **taux additionnel** de la **taxe d'habitation** pour les **contribuables** qui résident sur le **territoire** des **communes** qui étaient membres de l'**EPCI à fiscalité additionnelle** ou sans **fiscalité propre** en **2011**, a été institué un **mécanisme** de **neutralisation** du **transfert** de la **part départementale** de la **taxe d'habitation** à ces **communes**.

En l'absence d'un tel **mécanisme**, ce **transfert** serait pris en compte à la fois au **niveau** de l'**EPCI à fiscalité professionnelle unique** né de la **fusion** et au **niveau** des **communes** qui, en **2011**, étaient membres de l'**EPCI à fiscalité additionnelle**.

Ainsi, la **double prise en compte** du **transfert** de la **part départementale** de **TH** au **niveau** des **communes concernées** est **neutralisée** et les **contribuables** ne subiront pas une **double taxation**.

LA RÉDUCTION AUTOMATIQUE DU TAUX DE TAXE D'HABITATION EN CAS D'OPTION POUR LA FPU PUIS DE FUSION D'EPCI

- La **réduction** du **taux de taxe d'habitation** prévue au **1^{er} alinéa** du présent **[IV]** s'applique également aux **communes membres** d'un **EPCI** soumis au **1^{er} janvier 2011** à la **fiscalité propre additionnelle** et qui **applique**, l'**année** précédant la **fusion**, l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*).

**LA POSSIBILITÉ DE FIXER DES TAUX D'IMPOSITION DIFFÉRENTS, PENDANT 12 ANS,
EN CAS DE CRÉATION D'UNE COMMUNE NOUVELLE OU DE RÉUNION D'UNE SECTION DE COMMUNE
OU D'UNE PORTION DU TERRITOIRE D'UNE COMMUNE À UNE AUTRE COMMUNE**

[article 1638 du CGI]

**LES MODALITÉS DE FIXATION POSSIBLE DE TAUX D'IMPOSITION DIFFÉRENTS, PENDANT 12 ANS,
EN CAS DE CRÉATION D'UNE COMMUNE NOUVELLE (APRÈS HOMOGENÉISATION DES ABATTEMENTS DE TH)**

- [I.] En cas de **création de commune nouvelle**, des **taux d'imposition différents**, en ce qui concerne **chacune des taxes** mises en recouvrement en vertu des [1°] à [4°] du [I.] de l'article 1379, **peuvent être appliqués**, selon le **territoire des communes préexistantes**, pour l'établissement des **12 premiers budgets** de la **commune nouvelle**.

Toutefois cette **procédure d'intégration fiscale progressive** doit être **précédée** d'une **homogénéisation des abattements** appliqués pour le calcul de la **taxe d'habitation**.

Cette **décision** est **prise**, soit par le **conseil municipal** de la **commune nouvelle**, soit en exécution de **délibérations de principe concordantes prises antérieurement** à la création de la commune nouvelle par les **conseils municipaux** des **communes intéressées**.

La **procédure d'intégration fiscale progressive** est également **applicable de plein droit** sur la **demande** du **conseil municipal** d'une **commune appelée à faire partie d'une commune nouvelle** lorsqu'elle remplit la **condition** prévue au [II.].

- Les **différences** qui affectent les **taux d'imposition** appliqués sur le territoire des **communes préexistantes** sont **réduites chaque année d'1/13^{ème}** et **supprimées** à partir de la **13^{ème} année**.

**LES MODALITÉS DE FIXATION POSSIBLE DE TAUX D'IMPOSITION DIFFÉRENTS, PENDANT 12 ANS,
EN CAS DE RÉUNION D'UNE SECTION DE COMMUNE OU D'UNE PORTION DU TERRITOIRE D'UNE COMMUNE À UNE AUTRE COMMUNE**

- Les **dispositions** des **1^{er}** et **2^{ème}** **alinéas** (*ci-dessus*) sont également **applicables** dans le cas de **réunion d'une section de commune** ou d'une **portion du territoire d'une commune à une autre commune**.

Un **décret** en Conseil d'Etat précise les **conditions d'application** du présent alinéa.

L'IMPOSSIBILITÉ D'APPLIQUER DES TAUX DIFFÉRENTS SI L'ÉCART EST INFÉRIEUR À 20 %

- [II.] Les **dispositions** du **1^{er}** **alinéa** du [I.] **ne s'appliquent pas** lorsque, pour chacune des taxes en cause, le **taux d'imposition appliqué** dans la **commune préexistante la moins imposée** était **égal ou supérieur à 80 %** du **taux d'imposition** correspondant appliqué dans la **commune préexistante la plus imposée** pour l'année antérieure à l'établissement du **1^{er}** des **12 budgets** susvisés.

**LA NÉCESSITÉ DE CRÉATION DE LA COMMUNE DE NOUVELLE AVANT LE 1^{ER} OCTOBRE
(POUR QUE LES EFFETS AU PLAN FISCAL SE PRODUISENT L'ANNÉE SUIVANTE)**

- [III.] L'**arrêté de création de commune nouvelle** pris par le représentant de l'Etat dans le département ne **produit ses effets au plan fiscal à compter de l'année suivante** qu'à la **condition** qu'il intervienne **avant le 1^{er} octobre de l'année**.

**LA POSSIBILITÉ D'APPLIQUER LA PROCÉDURE D'INTÉGRATION FISCALE PROGRESSIVE
EN CAS DE CONSTITUTION D'UN NOUVEAU SYNDICAT D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE**

[article 1638 bis du CGI]

- [I.] Chaque **commune membre** d'un **syndicat d'agglomération nouvelle** peut **décider** d'appliquer la **procédure d'intégration fiscale progressive** prévue à l'article 1638, afin de **réduire les écarts de taux de taxe d'habitation** ou de l'une des **taxes foncières constatés l'année précédant la constitution du nouveau syndicat** entre la **zone d'agglomération nouvelle** et la **portion de son territoire située hors de cette zone**.

- Toutefois, cette **procédure** doit être **précédée** d'une **homogénéisation des abattements** pratiqués en matière de calcul de la **taxe d'habitation**.

- **Par dérogation aux dispositions** de l'article 1638, des **taux d'imposition différents** **peuvent être appliqués** pour l'établissement des **10 premiers budgets**.

Les **différences** qui affectent les **taux d'imposition** appliqués sont :

- **réduites chaque année d'1/11^{ème}**
- **et supprimées** à partir de la **11^{ème} année**.

LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE À UN EPCI

[article 1638 *quater* du CGI]

LE RAPPROCHEMENT DU TAUX DE CFE UNIQUE, EN CAS DE RATTACHEMENT VOLONTAIRE D'UNE COMMUNE

▪ **[I.]** En cas de **rattachement volontaire** d'une **commune** à un **EPCI** soumis à l'article 1609 *nonies C* (*fiscalité professionnelle unique*) ou à la suite d'une **transformation** dans les **conditions** prévues à l'article L. 5211-41-1 du **CGCT** (*transformation-extension*), le **taux** de la **CFE** de la **commune rattachée** est **rapproché** du **taux** de cette taxe de l'**EPCI** dans les **conditions** fixées aux **[a.]** et **[b.]** ci-après :

- **[a.]** l'**écart constaté**, l'année au cours de laquelle le **rattachement** est **décidé**, entre ces **deux taux** est **réduit** chaque **année** par **parts égales**, jusqu'à application d'un **taux unique**, dans les **proportions** :
 - définies au **second alinéa** du **[III.1°b.]** de l'article 1609 *nonies C* (*durée de droit de la période de réduction des écarts*),
 - et dépendant du **rapport** entre le **moins élevé** de ces **deux taux** et le **plus élevé**.

Le **[III. 1° c.]** de l'article 1609 *nonies C* (*modification possible la durée de la période de réduction des écarts - jusqu'à 12 ans au maximum -*) est **applicable**.

- **[b.]** lorsque, en application du **[III. 1°]** de l'article 1609 *nonies C*, des **taux différents** du **taux** de l'**EPCI** sont **appliqués** dans les **communes déjà membres** de cet établissement, l'**écart** de taux visé au **[I.a.]** (*ci-dessus*) **peut être réduit** chaque année par **part égales**, en proportion du **nombre d'années restant à courir**, jusqu'à l'application d'un **taux unique** dans les **communes déjà membres**.

L'**application** de cette disposition ne peut toutefois **pas** avoir pour effet de **supprimer** cet **écart** dans un **délai plus court** que celui résultant des **dispositions** du **[a.]** (*ci-dessus*).

LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE OU DE COMMUNES DONT LA COMMUNE ÉTAIT MEMBRE

- **[II.]** Pour l'**application** des **dispositions** du **[I.]**, le **taux** de **CFE** de la **commune** doit, lorsque celle-ci appartient également à une **communauté urbaine**, ou à une **communauté de communes**, être **majoré** du **taux** de **CFE** voté par ces **EPCI** l'année au cours de laquelle le **rattachement** est **décidé**.

LE VOTE POSSIBLE D'UN TAUX DE CFE DANS LA LIMITE DU TAUX MOYEN PONDÉRÉ DE L'EPCI ET DE LA COMMUNE RATTACHÉE

- **[II bis.1.]** Toutefois, par **exception** aux **dispositions** du **[I.]** et pour l'année suivant celle du **rattachement** de la commune, l'**EPCI** **peut**, sur **délibération** du **conseil communautaire** statuant à la **majorité simple** de ses membres dans les **conditions** prévues par l'article 1639 A (*avant le 15 avril*), **voter** son **taux** de **CFE** dans la **limite** du **taux moyen** de la **CFE** de l'**EPCI** et de la **commune rattachée** constaté l'année précédente, **pondéré** par l'importance relative des **bases** imposées au profit de l'**EPCI** et de la **commune**.

- **[II. bis. 2.]** Pour l'**application** du **[1.]** :
 - **[a.]** lorsque la **commune rattachée** était **membre** d'un **EPCI** **substitué** à la **commune** pour l'**application** des **dispositions** relatives à la **CFE**, le **taux moyen pondéré** tient compte :
 - des **produits perçus** par cet **EPCI**,
 - et des **bases imposées** à son profit sur le **territoire** de la **commune**,
 - **[b.]** lorsque la **commune rattachée** était **membre** d'un **EPCI** **sans fiscalité propre** (*syndicat à contribution fiscalisées*) ou à **fiscalité propre additionnelle**, le **taux moyen pondéré** tient compte des **produits perçus** au profit de ces **établissements** sur le **territoire** de la **commune**,
 - **[c.]** les **dispositions** du **[III. 1° b. et c.]** de l'article 1609 *nonies C* (*rapprochement progressif des taux de CFE et possibilité de modifier la durée de la période de réduction des écarts*) sont **applicables**.

LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE EFFECTIVEMENT APPLIQUÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

- Pour l'**application** de ces **dispositions**, il est **tenu compte** :
 - des **taux effectivement appliqués** sur le **territoire** des **communes** lorsqu'un **processus de réduction des écarts de taux** était **en cours**,
 - ou, à défaut, du **taux** de l'**EPCI** qui était **substitué** aux **communes** pour l'**application** des **dispositions** de la **CFE**.
Lorsque la **commune rattachée** était **membre** d'un **EPCI** **sans fiscalité propre** (*syndicat à contributions fiscalisées*) ou à **fiscalité propre additionnelle**, le **taux** de la **commune** est **majoré** du **taux** de l'**EPCI**.

L'IMPOSSIBILITÉ D'APPLIQUER LA MAJORATION DE CFE NON UTILISÉE AU COURS DE L'ANNÉE DE RATTACHEMENT ET DES 2 ANNÉES ANTÉRIEURES

- **[II bis.3.]** Les **dispositions** du **[IV.]** de l'article 1636 B *decies* [page 21] ne sont **pas applicables** au **montant reporté** au titre de l'année de **rattachement** et des **2 années antérieures**.

L'APPLICATION DES MÊMES DISPOSITIONS DANS LES COMMUNES INCORPORÉES DANS UNE ZAE

- [III.] Les dispositions des [I.] et [II.] sont également applicables dans les communes ou parties de communes qui sont incorporées dans une zone d'activités économiques où il est fait application des dispositions du [I.] de l'article 1609 quinquies C (fiscalité professionnelle de zone).

Ces dispositions sont également applicables en cas de rattachement d'une commune sur le territoire de laquelle sont implantées des éoliennes à un EPCI faisant application du [II.] du même article (fiscalité professionnelle de zone éolienne).

L'APPLICATION POSSIBLE DU TAUX DE CFE DE L'EPCI DÈS LA 1^{ÈRE} ANNÉE

- Toutefois, le conseil municipal de la commune et l'organe délibérant de l'EPCI peuvent décider, par délibérations concordantes, que le taux de CFE appliqué dans la commune ou partie de commune incorporée dans la zone ou aux éoliennes est, dès la 1^{ère} année, celui fixé par l'EPCI.

L'APPLICATION PROGRESSIVE POSSIBLE DES TAUX DE TH, DE TFB ET DE TFNB DE L'EPCI SUR UNE PÉRIODE DE 12 ANS

- [III bis.] Dans les cas de rattachement prévus au [I.] par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et du conseil municipal de la commune concernée, les taux de TH, de TFB et de TFNB votés par l'organe délibérant de l'EPCI peuvent être appliqués de manière progressive par fractions égales sur une période maximale de 12 années.

Le présent [III bis.] n'est pas applicable pour les taxes pour lesquelles le rapport entre ces taux et les taux votés par le conseil municipal l'année du rattachement de cette commune est inférieur à 10 %.

Le cas échéant, sont pris en compte pour le calcul de ce rapport les taux des impositions perçues l'année du rattachement au profit des établissements publics auxquels la commune appartenait.

LE VOTE DES TAUX DE FISCALITÉ ADDITIONNELLE EN CAS DE RATTACHEMENT VOLONTAIRE OU DE TRANSFORMATION

- [IV.] En cas de rattachement volontaire ou à la suite d'une transformation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-1 du CGCT (transformation-extension) d'une commune à un EPCI à fiscalité additionnelle, l'organe délibérant vote les taux de TH, de TFB, de TFNB et de CFE dans les conditions prévues à l'article 1636 B sexies.

LA POSSIBILITÉ D'UNE APPLICATION PROGRESSIVE DES TAUX DE TH, TFB, TFNB ET CFE SUR UNE PÉRIODE MAXIMALE DE 12 ANS

- [IV bis.] Dans les cas prévus aux [I.] et [IV.], par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et du conseil municipal de la commune concernée, les taux votés en application du 1^{er} alinéa de TH, de TFB, de TFNB et, le cas échéant, de CFE votés par l'organe délibérant de l'EPCI peuvent être appliqués de manière progressive par fractions égales sur une période maximale de 12 années.

Le présent alinéa [IV bis.] n'est pas applicable aux taxes pour lesquelles lorsque le rapport entre ces taux (ceux de l'EPCI) et les taux votés par le conseil municipal l'année du rattachement de cette commune est inférieur à 10 %.

Il est précisé que l'étalement de l'entrée en vigueur des fractions intercommunales d'un EPCI à fiscalité additionnelle dans une nouvelle commune rattachée ne pourra pas s'appliquer lorsque le rapport entre le taux communal et le taux intercommunal est peu important (inférieur à 10%).

Le cas échéant, sont pris en compte pour le calcul de ce rapport les taux des impositions perçues l'année du rattachement au profit des EPCI auxquels la commune appartenait.

LA PRISE EN COMPTE, POUR L'INTÉGRATION FISCALE, DE LA DIFFÉRENCE ENTRE LE TAUX QUI AURAIT ÉTÉ APPLIQUÉ L'ANNÉE DU RATTACHEMENT SI LE RATTACHEMENT AVAIT DÉJÀ PRIS FISCALEMENT EFFET ET LE TAUX EFFECTIVEMENT APPLIQUÉ SUR LE MÊME TERRITOIRE LA MÊME ANNÉE

- Lorsque, l'année du rattachement, la commune était membre d'un EPCI à fiscalité propre, la procédure d'intégration fiscale progressive prévue au 1^{er} alinéa du présent [IV bis.] ne concerne que la différence entre :
 - le taux qui aurait été appliqué sur le territoire de la commune l'année du rattachement s'il avait déjà pris fiscalement effet
 - et le taux effectivement appliqué sur ce même territoire la même année.

Les modifications de l'article 41 de la LFR 2012 (en rouge ci-dessus) s'appliquent aux rattachements de communes prenant fiscalement effet à compter du 1^{er} janvier 2013.

Cette disposition prend en considération l'appartenance de la commune à des EPCI avant son rattachement volontaire ou dans le cadre d'une transformation d'un EPCI avec extension de périmètre. Ainsi, lorsque la commune appartenait déjà à un EPCI à fiscalité propre, la procédure d'intégration fiscale progressive concerne uniquement la différence entre :

- le taux global qui aurait été appliqué sur la commune l'année du rattachement s'il avait déjà pris fiscalement effet,
- et le taux effectivement appliqué sur son territoire cette même année,

La référence au taux global d'imposition permet, lorsque le rattachement à un nouvel EPCI à fiscalité propre s'accompagne d'une évolution de l'appartenance à des EPCI sans fiscalité propre (syndicats à contributions fiscalisées), de tenir compte des différences de taux d'imposition appliqués au bénéfice de ces derniers.

Ces modalités de calcul permettront de lisser, le cas échéant, l'augmentation de la charge fiscale des contribuables locaux, sans pour autant nuire aux finances des EPCI accueillant de nouvelles communes membres.

L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA CFE UNIQUE EN CAS DE RENOUELEMENT TOUS LES 12 ANS DE LA PROCÉDURE D'EXTENSION ASSURANT COHÉRENCE SPATIALE ET ÉCONOMIQUE ET SOLIDARITÉ FINANCIÈRE ET SOCIALE D'UNE CU OU D'UNE CA

- [V.] Les [I.], [II.] et [III.] sont également applicables aux communes faisant l'objet d'un rattachement à une communauté urbaine ou à une communauté d'agglomération dont le périmètre est étendu en application du renouvellement de la procédure prévue aux articles L. 5215-40-1 (communauté urbaine) et L. 5216-10 (communauté d'agglomération) du CGCT.

LA PRISE EN COMPTE, DANS L'ÉTAT 1259, DU TAUX APPLICABLE DANS LA COMMUNE RATTACHÉE

- [VI.] Lorsqu'il fait application des dispositions des [I.], [II.] et [III.] à la suite du rattachement volontaire d'une commune à un EPCI à fiscalité propre, le produit communiqué à l'EPCI en début d'exercice par les services fiscaux et qui découle de l'état de notification des bases tient compte du taux applicable dans la commune rattachée.

LA RÉDUCTION DU TAUX COMMUNAL DE TAXE D'HABITATION EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE À UN EPCI LEVANT LA FPU EN 2011 (RATTACHEMENT VOLONTAIRE OU TRANSFORMATION-EXTENSION)

- [VII.] En cas de rattachement dans les conditions mentionnées au [I.] (rattachement volontaire d'une commune à un EPCI levant la FPU ou transformation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-1 du CGCT - transformation - extension -) à un EPCI qui faisait application en 2011 de l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique) d'une commune qui n'était pas membre en 2011 d'un tel établissement, le taux communal de taxe d'habitation est réduit de la différence entre :

- le taux de référence de taxe d'habitation calculé pour la commune conformément à l'article 1640 C,
- le taux communal de taxe d'habitation applicable en 2010 dans la commune.

☞ Afin que chacun des deux taux respectifs de la commune et de l'EPCI ne soit pas majoré du taux départemental en 2011, le taux communal pris en compte lors de l'intégration de la commune, est réduit du taux départemental historique transféré. Ainsi le taux final sur le périmètre de l'EPCI n'est pas doublement majoré.

LES MODALITÉS POSSIBLES DE VOTE DU TAUX DE CFE UNIQUE EN CAS DE RETRAIT D'UNE COMMUNE

[article 1638 *quinquies* du CGI]

LA POSSIBILITÉ DE FIXER LE TAUX EN FONCTION DE LA MOYENNE CONSTATÉE DANS LES COMMUNES RESTANTES

- DEL ▪ [I.] En cas de retrait d'une commune dans les conditions prévues aux articles L. 5214-26 et L. 5216-7-2 du CGCT, l'EPCI soumis aux dispositions de l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique) peut, sur délibération de l'organe délibérant statuant à la majorité simple de ses membres dans les conditions prévues à l'article 1639 A, voter un taux de CFE :

- dans la limite du taux moyen de la CFE effectivement appliqué l'année précédente dans les communes membres, à l'exclusion de la commune qui s'est retirée,
- pondéré par l'importance relative des bases imposées sur le territoire de ces communes, à l'exclusion de la commune qui s'est retirée.

LA POSSIBILITÉ D'APPLIQUER LE RAPPROCHEMENT PROGRESSIF ET LA MODIFICATION DE SA DURÉE

- [II.] Les dispositions du [III. 1° b et c] de l'article 1609 *nonies C* (rapprochement progressif des taux de CFE et possibilité de modifier la durée de la période de réduction des écarts) sont applicables.

Pour l'application de ces dispositions, il est tenu compte des taux effectivement appliqués sur le territoire des communes lorsqu'un processus de réduction des écarts de taux était en cours.

LES DATES LIMITES ET LES MODALITÉS DE NOTIFICATION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX TAUX OU AUX PRODUITS D'IMPOSITION

[article 1639 A du CGI]

LA FIXATION AU 14 AVRIL DE LA DATE LIMITE DE NOTIFICATION DES TAUX OU PRODUITS DES IMPOSITIONS DIRECTES

- [I.] Sous réserve des dispositions de l'article 1639 A bis, les collectivités locales et organismes compétents font connaître aux services fiscaux, avant le ~~31 mars~~ **15 avril** de chaque année, les décisions relatives soit aux **taux**, soit aux **produits**, selon le cas, des **impositions directes** perçues à leur profit.

Cette modification, introduite par l'article 37-II de la LFR 2012, ne remet pas en cause l'anomalie existant précédemment : il est prévu de faire connaître à la DDFIP les décisions relatives aux taux avant le 15 avril, alors que la date limite de vote du budget primitif est elle-même désormais fixée au 14 avril et que, en vertu de l'article L. 1612-8 du CGCT, celui-ci doit être transmis à la préfecture au plus tard 15 jours après le délai limite fixé pour son adoption (soit jusqu'au 29 avril)...

LES REPORTS DE NOTIFICATION EN CAS DE RETARD DE LA COMMUNICATION DES INFORMATIONS INDISPENSABLES À L'ÉTABLISSEMENT DU BUDGET OU DE RENOUELEMENT DES ASSEMBLÉES DÉLIBÉRANTES

- Toutefois, lorsque la **communication** aux **collectivités locales** des **informations indispensables** à l'**établissement** de leur **budget**, telle qu'elle est prévue aux **articles L. 1612-2 et L. 1612-3** du CGCT, n'intervient **pas avant le ~~15 mars~~ 31 mars**, la **notification aux services fiscaux** s'effectue dans un **délai de 15 jours à compter de la communication** de ces **informations**; l'année où intervient le **renouvellement** des **conseils municipaux, généraux ou régionaux**, la **date de notification** est **reportée**, pour les **conseils municipaux, ou généraux ou régionaux** concernés par ce renouvellement, ~~du 31 mars au 15 avril~~ **et, pour les conseils régionaux, du 31 mars au 30 avril** du **15 avril au 30 avril**.

LES NOTIFICATIONS RELATIVES AUX CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALES

- Pour la **fixation des taux** par les **chambres de commerce et d'industrie territoriales** conformément aux **dispositions** de l'article 1600, les **services fiscaux communiquent** aux chambres de commerce et d'industrie territoriales le **montant prévisionnel** des **bases de CFE** retenues pour l'établissement de la taxe prévue à l'article précité et les **taux d'imposition** de l'**année précédente** ainsi que le **montant du prélèvement** de l'**année précédente** prévu au [IV.] de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002).

Si cette **communication** n'intervient **pas avant le ~~15 mars~~ 31 mars**, la **notification aux services fiscaux** des **décisions** relatives aux **taux** s'effectue dans un **délai de 15 jours à compter de la communication** de ces **informations**.

☞ L'exposé des motifs de l'article modificatif précise que « la réforme de la fiscalité directe locale a eu des conséquences importantes sur la nature et le volume des informations nécessaires au vote des budgets des collectivités locales. En 2010, 2011 et 2012, la date limite d'adoption de leur budget par les collectivités territoriales a dû être reportée.

La pérennisation de cette mesure permettra aux collectivités de disposer des informations les plus complètes et les plus précises tout en leur laissant le temps de délibérer. »

LES SERVICES À QUI LES NOTIFICATIONS DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉS

- [III.]. La **notification** a lieu :
 - par l'intermédiaire des **services préfectoraux** pour les **collectivités locales** et leurs **groupements**,
 - par l'intermédiaire de l'**autorité de l'Etat** chargée de leur **tutelle** pour les **chambres de commerce et d'industrie territoriales**,
 - et **directement** dans les **autres cas**.

L'APPLICATION DES DÉCISIONS DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE EN CAS D'ABSENCE DE NOTIFICATION

A défaut, les **impositions** peuvent être **recouvrées** selon les **décisions** de l'**année précédente**.

**LES DATES LIMITES DE VOTE ET DE NOTIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS RELATIVES À LA FISCALITÉ LOCALE
(AUTRES QUE CELLES RELATIVES AUX TAUX)**

[article 1639 A bis du CGI]

AVANT LE 1^{ER} OCTOBRE (PRINCIPE GÉNÉRAL)

▪ [I.] Sous réserve des dispositions de l'article 1466, doivent être prises avant le 1^{er} octobre pour être applicables l'année suivante, les délibérations des collectivités locales et des organismes compétents relatives à la fiscalité directe locale, autres :

- que celles fixant soit les taux, soit les produits des impositions,
- et que celles instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Elles sont soumises à la notification prévue à l'article 1639 A au plus tard 15 jours après la date limite prévue pour leur adoption.

▪ Sont prises, dans les conditions prévues au 1^{er} alinéa :

- les délibérations prévues au [III.1.2°] et au [III. 2.] de l'article 1379-0 bis (institution de la fiscalité professionnelle de zone ou de la fiscalité éolienne unique par une communauté de communes),
- ainsi que les délibérations fixant le périmètre de la zone d'activités économiques visée au 1^{er} alinéa du [III. 2°] de l'article 1379-0 bis.

JUSQU'AU 21 JANVIER 2013

▪ Par exception aux dispositions du 1^{er} alinéa (du [I.], relatif à la fixation au 30 septembre de la date limite des délibérations fiscales), les délibérations prévues à l'article 1647 D (relatif à la fixation des bases de cotisations minimum de CFE) au titre de l'exercice 2013 peuvent être prises jusqu'au 31 décembre pour être applicables l'année suivante ou modifiées jusqu'au 21 janvier 2013.

Le maire ou le président de l'EPCI transmet la délibération prise sur le fondement du présent alinéa au comptable public assignataire de la commune ou de l'EPCI au plus tard le 2^{ème} jour ouvré suivant le 21 janvier 2013.

☞ L'amendement correspondant (article 37-I-A de la 3^{ème} LFR 2012), combiné avec un autre amendement (article 46), permet aux communes et aux EPCI qui le souhaitent de revenir sur leurs délibérations fixant une base pour le calcul de la cotisation minimale de CFE au titre de 2013, voire d'accorder une « ristourne » pour 2012

À défaut de nouvelle délibération prise à cette date (le 21 janvier 2013), le montant de la base minimum applicable pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes au cours de la période de référence définie à l'article 1467 A est compris entre 100.000 et 250.000 euros est le montant de la base minimum fixé par les délibérations antérieures de la collectivité pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 100.000 euros.

☞ Le sous-amendement à l'origine de cette disposition tire les conséquences de l'amendement créant une tranche complémentaire, de 100.000 à 250.000 euros de chiffres d'affaires, afin d'alléger l'imposition des artisans et commerçants.

Cette disposition s'applique pour l'année 2013. Il n'est pas clairement indiqué qu'elle continuera à s'appliquer tant qu'une nouvelle délibération n'est pas prise (mais il s'agit d'une règle habituelle).

AVANT LE 15 OCTOBRE (TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES)

▪ [II.1.] Doivent être prises avant le 15 octobre d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante :

- les délibérations des communes et de leurs EPCI instituant la TEOM conformément à l'article 1520, au [VI.] de l'article 1379-0 bis et à l'article 1609 quater,
- et les décisions visées au [III.] de l'article 1521 et à l'article 1522.

Elles sont soumises à la notification prévue à l'article 1639 A au plus tard 15 jours après la date limite prévue pour leur adoption.

AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE CRÉATION D'UN EPCI À FISCALITÉ PROPRE)

▪ Toutefois, les EPCI à fiscalité propre ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant peuvent prendre les délibérations afférentes à la TEOM conformément au [VI.] de l'article 1379-0 bis ainsi qu'au [III.] de l'article 1521 et à l'article 1522 jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de leur création.

☞ Le [2.] de l'article 1636 B undecies précise que des zones de perception de la TEOM peuvent être définies, en vue de proportionner les taux de cette taxe à l'importance du service.

La délibération correspondante ne peut donc pas être prise pour la 1^{ère} année si le transfert de la compétence a été réalisé après le 15 octobre, de même que les délibérations prévues aux articles 1521 et 1522 du CGI.

A défaut, les **délibérations** prises par les **communes** et par les **EPCI dissous** restent **applicables l'année qui suit** celle de la création. Dans ce cas, le **nouvel EPCI** perçoit la **TEOM** au lieu et place des **EPCI dissous**.

AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE À UN EPCI À FISCALITÉ PROPRE)

▪ Par exception aux dispositions du 1^{er} alinéa (du [II.1.]), les **EPCI à fiscalité propre** qui bénéficient du **transfert** de la **compétence** prévu à l'article L. 2224-13 du CGCT (*déchets ménagers*) par un **arrêté préfectoral pris postérieurement au 15 octobre** d'une année **peuvent** prendre, **jusqu'au 15 janvier** de l'année qui suit celle du **transfert**, la **délibération** afférente à l'institution de la **TEOM**, à l'exclusion des **délibérations** prévues aux articles 1521 et 1522 et au [2] de l'article 1636 B *undecies*.

☞ Le [2.] de l'article 1636 B *undecies* précise que des zones de perception de la **TEOM** peuvent être définies, en vue de proportionner les taux de cette taxe à l'importance du service.

La **délibération** correspondante ne peut donc pas être prise pour la 1^{ère} année si le transfert de la compétence a été réalisé après le 15 octobre, de même que les **délibérations** prévues aux articles 1521 et 1522 du CGI.

A défaut, les **délibérations** prises en matière de **TEOM** par les **communes** restent **applicables l'année qui suit** celle du transfert.

AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE OU D'UN EPCI À UN GROUPEMENT)

▪ Par exception aux dispositions du 1^{er} alinéa (du [II. 1.]), en cas de **rattachement** d'une **commune** ou d'un **EPCI** à un **groupement de communes**, ce dernier peut, **jusqu'au 15 janvier** de l'année qui suit celle du **rattachement**, prendre les **délibérations** afférentes à l'application, sur le territoire de la **commune** ou de l'**EPCI rattaché**, de l'article 1636 B *undecies*.

Toutefois, ces **délibérations** ne peuvent pas délimiter des zones infracommunales ou supracommunales différentes de celles définies sur le territoire de la **commune** ou de l'**EPCI** antérieurement au **rattachement**.

A défaut de **délibération**, les zones définies sur le territoire de la **commune** ou de l'**EPCI** avant le **rattachement** sont supprimées.

LES CONDITIONS DE PERCEPTION DE LA TEOM PAR UNE COMMUNE OU UN EPCI

▪ [II.2.] Au 15 octobre 2005, les **communes** ou les **EPCI** devront s'être mis en conformité avec la loi pour pouvoir continuer à percevoir la **TEOM** au 1^{er} janvier 2006.

A défaut, ces collectivités perdront le bénéfice de la perception de cette taxe.

AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE FUSION D'EPCI)

▪ [III.] L'**EPCI** issu de la **fusion** en application de l'article L. 5211-41-3 du CGCT doit prendre les **délibérations** afférentes à la **TEOM** jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de la **fusion**.

LE MAINTIEN POSSIBLE, PENDANT 5 ANS MAXI, DES DÉLIBÉRATIONS PRISES EN MATIÈRE DE TEOM, POUR UN EPCI ISSU D'UNE FUSION

▪ A défaut de **délibération**, le régime applicable en matière de **TEOM** sur le territoire des **EPCI** ayant fait l'objet de la **fusion** ou sur le territoire des **communes incluses** dans le périmètre de l'**EPCI issu de la fusion**, en application du 6^{ème} alinéa du [I.] de l'article L. 5211-41-3 du CGCT, est maintenu pour une durée qui ne peut pas excéder les 5 années suivant la **fusion**.

Pour l'application de ces dispositions, l'**EPCI issu de la fusion** perçoit la **taxe** au lieu et place des **EPCI** ayant fait l'objet de la **fusion**.

▪ Les dispositions des 1^{er} et 2^{ème} alinéas du [III.] sont également applicables aux **syndicats mixtes** issus d'une **fusion** en application de l'article L. 5711-2 du CGCT.

Elles sont également applicables en cas de **modification de périmètre** d'un **EPCI** suivant l'intégration d'une **commune** ou d'un **EPCI**.

LE REPORT POSSIBLE DE L'APPLICATION DE LA PART VARIABLE INCITATIVE, À LA 5^{ème} ANNÉE, EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE OU D'UN EPCI N'EN FAISANT PAS APPLICATION

▪ [IV.] En cas de **rattachement d'une commune** ou d'un **EPCI** ne faisant pas application des dispositions de l'article 1522 *bis* (*part variable incitative*) à un **EPCI** ou à un **syndicat mixte** en faisant l'application de ces dispositions sur le territoire de la **commune** ou de l'**EPCI rattaché** peut être reportée à la 5^{ème} année qui suit celle du **rattachement**.

▪ Dans ce cas, pour l'année du **rattachement**, les **délibérations antérieures** relatives à la **TEOM** restent, le cas échéant, en vigueur.

L'EPCI ou le **syndicat mixte** auquel sont **rattachés** les communes ou l'EPCI **perçoit la TEOM en lieu et place** :

- des **communes rattachées**,
- et des **EPCI dissous**.

☞ Ainsi, pourront coexister, jusqu'à la 5^{ème} année suivant le rattachement (au lieu de la 2^{ème} auparavant), deux régimes différents de tarification au sein d'un EPCI ou d'un syndicat mixte accueillant de nouvelles communes ou de nouveaux EPCI.

[article 1639 A *ter* du CGI]

LE DEVENIR DES DÉLIBÉRATIONS PRISES PAR L'EPCI OU LES COMMUNES MEMBRES

- **[I.]** Les **délibérations** prises en matière de **CFE** par un **EPCI** antérieurement à la **date** de la **décision** le plaçant sous le régime fiscal de l'article 1609 **nonies C** demeurent **applicables** tant qu'elles ne sont **pas rapportées** ou **modifiées**.
- Les **délibérations** prises en matière de **CFE** par les **communes membres** d'un **EPCI** soumis aux **dispositions fiscales** prévues à l'article 1609 **nonies C** (**FPU**) ne résultant **pas** d'une **substitution** ou d'une **transformation de groupement** préexistant sont **applicables** aux **opérations réalisées** l'année de création de l'EPCI.
- Les **dispositions** du 2^{ème} alinéa (*ci-dessus*) sont également **applicables** aux **délibérations** prises en matière de **CFE** pour l'application des **dispositions** de l'article 1609 **nonies C** ou du **[I.]** et du **[II.1.]** de l'article 1609 **quinquies C** (**FPZ et FEU**), par un **EPCI dissous**, lorsque les **communes** appartenant à ces **EPCI** deviennent **membres** d'un **EPCI** soumis aux **dispositions** de l'article 1609 **nonies C** ne résultant **pas** d'une **substitution** ou d'une **transformation de groupement** préexistant.

L'APPLICATION DES MÊMES DISPOSITIONS DANS LES ZAE OU POUR LES ÉOLIENNES

- **[II.]** Les **dispositions** du **[I.]** sont **applicables** sur le territoire de la **zone d'activités économiques** des **EPCI** faisant application des **dispositions** du **[I.]** de l'article 1609 **quinquies C**.
- Elles sont également **applicables** aux **installations de production d'électricité** utilisant l'énergie mécanique du vent (*éoliennes*) soumises au **régime** prévu par le **[II. 1.]** du **même article**.

LA POSSIBILITÉ DE PRENDRE DES DÉLIBÉRATIONS DIFFÉRENTES

- Ces **EPCI** **peuvent prendre**, en matière de **CFE**, des **délibérations propres** :
 - à la **zone d'activités économiques**,
 - et aux **éoliennes**.

L'OPTION POUR UN RÉGIME DE DÉLIBÉRATIONS DANS UN EPCI À FPU ISSU D'UN EPCI À FPZ ET À FPZ ÉOLIENNES

- DEL** ▪ Les **EPCI** faisant **application** du **régime** prévu au **[I.]** de l'article 1609 **quinquies C** (**FPZ**) qui **optent** pour le **régime** prévu à l'article 1609 **nonies C** (**FPU**) ou deviennent **soumis** à ce **régime** doivent, dans le cas où des **délibérations différentes** étaient **appliquées** hors de la **zone d'activités économiques** et dans la **zone d'activités économiques**, antérieurement à la décision les plaçant sous le régime de l'article 1609 **nonies C**, prendre une **délibération** précisant les **délibérations applicables** sur l'ensemble de leur territoire.

Cette **délibération** doit **retenir** le **régime** appliqué :

- soit **dans** la **zone d'activités économiques**,
- soit **hors** de la **zone d'activités économiques**.

Elle doit être **prise** lors de la **décision** de l'EPCI le plaçant sous le **régime** de l'article 1609 **nonies C**.

A défaut, les **délibérations** en vigueur hors de la **zone d'activités** sont **applicables**.

Ce **dispositif** est **applicable** dans les **mêmes conditions** lorsque l'EPCI faisant **application** du **[II.1]** de l'article 1609 **quinquies C** :

- **opte** pour le **régime** prévu à l'article 1609 **nonies C**,
- ou devient **soumis** à ce **régime**.

LE MAINTIEN DES RÉGIMES ISSUS DE DÉLIBÉRATIONS ANTÉRIEURES, JUSQU'À LEUR TERME, DANS UN EPCI À FPU OU À FPZ

- **[III.]** Les **exonérations applicables** antérieurement à la **création** d'un **EPCI** soumis aux **dispositions fiscales** prévues à l'article 1609 **nonies C** en exécution des **délibérations** des **conseils** des **communes membres** ou du **groupement** préexistant sont **maintenues**, pour la **quotité** et la **durée initialement prévues**, en proportion du **taux d'imposition** de la commune et du **taux d'imposition** du **groupement** l'année précédant l'application de l'article 1609 **nonies C**.

Ces **dispositions** sont **applicables** aux **EPCI** faisant **application** du **[I.]** et du **[II.1.]** de l'article 1609 **quinquies C**.

- Lorsqu'un **EPCI**, faisant **application** du **régime** prévu au **[I.]** de l'article **1609 quinquies C (FPZ)**, **opte** pour le **régime** prévu à l'article **1609 nonies C** ou devient **soumis** à ce **régime** :
 - **[a.]** les **exonérations applicables antérieurement** à la **modification** du **régime** hors de la **zone d'activités économiques** en **exécution** des **délibérations** des **conseils** des **communes membres** ou de l'**EPCI** sont **applicables** dans les **conditions** prévues au **1^{er} alinéa** du **[III.]**,
 - **[b.]** les **exonérations applicables antérieurement** à la **modification** du **régime** dans la **zone d'activités économiques** sont **maintenues** pour la **quotité** et la **durée initialement** prévues.
Les **dispositions** du **1^{er} alinéa** (du **[III.]**) sont **maintenues** lorsqu'elles étaient **appliquées antérieurement** à la **modification** du **régime fiscal** de l'**EPCI**.
- Les **dispositions** des **2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéas** (*ci-dessus*) sont **applicables** dans les **mêmes conditions** lorsque l'**EPCI** fait **application** du **[II. 1.]** de l'article **1609 quinquies C (FEU)**.

LA PRISE DE DÉLIBÉRATIONS AVANT LE 1^{ER} OCTOBRE DANS UN EPCI ISSU D'UNE FUSION

DEL

- **[IV.1.]** Sous réserve des **dispositions** de l'article **1466**, l'**EPCI issu de la fusion**, réalisée dans les **conditions** prévues par l'article **L. 5211-41-3** du CGCT ou, lorsque le **périmètre** du **nouvel EPCI** a été **fixé** par **arrêté du représentant de l'État**, les **conseils municipaux** des **communes membres** ou l'**organe délibérant** du ou des **EPCI** doivent **prendre avant le 1^{er} octobre** de l'année de la fusion les **délibérations applicables à compter de l'année suivante** en matière de **CFE** sur l'ensemble du territoire.

**L'APPLICATION DES DÉLIBÉRATIONS ANTÉRIEURES EN CAS D'ABSENCE DE DÉLIBÉRATIONS NOUVELLES
AVANT LE 1^{ER} OCTOBRE DE L'ANNÉE DE FUSION**

- **[IV.2.]** A défaut de **délibérations** prises dans les **conditions** prévues au **[IV.1.]**, les **délibérations adoptées antérieurement** par chaque **EPCI préexistant** :
 - **[a.]** sont **maintenues** pour leur **durée** et leur **quotité** lorsque les **dispositions** prévues aux **articles suivants** sont en cours d'**application** ou sont **applicables pour la 1^{ère} fois** l'année suivant celle de la **fusion** :
 - **article 1464 B** (*création de certaines entreprises et reprise d'entreprises en difficulté*),
 - **article 1464 (?)**
 - **article 1464 I** (*librairies indépendantes de référence*),
 - **article 1465** (*extension ou création d'activités industrielles ou spécifiques dans les zones à finalité régionale*),
 - **article 1465 A** (*zones de revitalisation rurale*),
 - **article 1465 B** (*extension ou création d'activités dans les zones d'aide à l'investissement des PME*),
 - **[I.] à l'article 1466 A** (*création et extension d'établissements dans les zones urbaines sensibles*),
 - **article 1466 C** (*extension ou création d'activités industrielles, artisanales ou commerciales en Corse*),
 - **article 1466 F** (*abattement de 150.000 euros sur les bases de certains établissements dans les EPCI d'Outre-mer*).
 Lorsque le **nouvel EPCI** est **soumis** aux **dispositions** du **[I.]** de l'article **1609 nonies C**, il en est **de même** pour les **délibérations** prises :
 - d'une part, par les **communes** visées au **6^{ème} alinéa** du **[I.]** de l'article **L. 5211-41-3** du CGCT (*inclusion de communes de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière nécessaire au développement du nouvel EPCI*),
 - et, d'autre part, par les **communes membres** d'un **EPCI préexistant à fiscalité additionnelle** ou **sans fiscalité propre** ; toutefois, dans ce dernier cas, les **exonérations** sont **maintenues en proportion** du **taux d'imposition** de la **commune** et de l'**EPCI l'année de la fusion**,
 - **[b.]** sont **maintenues** pour la **1^{ère} année** suivant celle de la **fusion**, lorsqu'elles ont été prises en **application** des **articles** suivants :
 - **[3°]** de l'article **1459** (*loueurs de gîte rural ou de meublé, parties d'une habitation personnelle*),
 - **article 1464** (*caisse de crédit municipal*),
 - **article 1464 A** (*entreprises de spectacles*),
 - **article 1464 H** (*activités des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche*),
 - **article 1469 A quater** (*vente d'écrits périodiques en qualité de mandataires de presse*),
 - **article 1518 A** (*réductions de la valeur locative de certains biens*),
 - **article 1647 D** (*cotisation minimum de CFE*).

Il en est **de même** pour les **délibérations** prises par les **communes** visées au **6^{ème} alinéa** du **[I.]** de l'article **L. 5211-41-3** du CGCT lorsque le **nouvel EPCI** est **soumis** aux **dispositions** du **[I.]** de l'article **1609 nonies C**.

[article 1639 A *quater* du CGI]

- [I.] Abrogé.

LA PRISE DE DÉLIBÉRATIONS AVANT LE 1^{ER} OCTOBRE DE L'ANNÉE DE FUSION

- [II.1.] L'EPCI issu de la **fusion** en application de l'article L. 5211-41-3 du CGCT ou, lorsque le **périmètre** du **nouvel EPCI** a été **fixé** par **arrêté** du **représentant de l'État**, les **conseils municipaux** des **communes membres** ou l'**organe délibérant** du ou des **EPCI** doivent **prendre avant le 1^{er} octobre** de l'année de la fusion les **délibérations applicables** à compter de l'année suivante en matière de **taxe d'habitation** et de **taxes foncières** sur l'**ensemble du territoire**.

L'APPLICATION DES DÉLIBÉRATIONS ANTÉRIEURES EN CAS D'ABSENCE DE DÉLIBÉRATIONS NOUVELLES
AVANT LE 1^{ER} OCTOBRE DE L'ANNÉE DE FUSION

- [II.2.] A défaut de **délibérations** dans les **conditions** prévues au [II.1.], les **délibérations adoptées** par chaque **EPCI préexistant** sont **maintenues** dans les **conditions** suivantes :
 - [a.] pour leur **durée** et leur **quotité** lorsqu'elles sont **prises en application** des **articles** suivants :
 - **article 1383** (*suppression de l'exonération, pendant 2 ans, de la TFB des constructions nouvelles*),
 - **article 1383 A** (*exonération de TFB pour les établissements créés ou repris à une entreprise en difficulté*),
 - **article 1383-0. B** (*réduction de 50 % ou exonération de TFB en faveur de logements qui ont fait l'objet de dépenses d'équipement*),
 - **article 1383 B bis** (*réduction de 50 % ou exonération de TFB en faveur de logements neufs à niveau élevé de performance énergétique globale*),
 - **article 1383 B** (*suppression de l'exonération de TFB en zone franche urbaine 1^{ère} génération*),
 - **article 1383 C** (*suppression de l'exonération de TFB en zone franche urbaine 2^{ème} génération*),
 - **article 1384 B** (*exonération temporaire de TFB en faveur des logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation*),
 - **article 1388 ter** (*abattement de 30 % applicable à TFB des logements à usage locatif faisant l'objet de travaux d'amélioration en Outre-mer*),
 - **article 1388 quinquies** (*suppression de l'abattement dégressif sur la TFB applicable dans les communes d'Outre-mer*),
 - **article 1395 A** (*exonération de TFNB des terrains plantés en noyers, des vergers, des cultures fruitières d'arbres et arbustes et des vergers*),
 - **article 1395 B** (*exonération de TFNB des terrains plantés en arbres truffiers*),
 - **article 1395 G** (*exonération de TFNB des parcelles exploitées selon un mode de production biologique*),
 - **article 1647-00. bis** (*dégrèvements de TFNB en faveur des jeunes agriculteurs*).
 (et si les **dispositions** prévues par ces articles sont **en cours d'application** ou sont **applicables** pour la **1^{ère} fois l'année** suivant celle de la **fusion**).
 - [b.] pour la **1^{ère} année** suivant celle de la **fusion**, lorsqu'elles sont **prises en application** des **articles** suivants :
 - **article 1382 B** (*exonération de TFB en faveur des bâtiments affectés à l'activité de déshydratation de fourrages*),
 - **article 1382 C** (*exonération de TFB en faveur des immeubles appartenant au service public hospitalier affectés aux activités médicales des groupements de coopération sanitaire*),
 - **article 1383 G** (*réduction de 15 % ou de 30 % des constructions affectées à l'habitation achevées antérieurement à la mise en place d'un plan de prévention des risques technologiques*),
 - **article 1395 C** (?),
 - **article 1396** (*majoration de 20 % de la valeur locative des terrains constructibles situés en zone urbaine*),
 - **article 1411** (*abattements sur la taxe d'habitation*),
 - **article 1518 A** (*exonération totale de TFB des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère*).

LA COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES (CFE)
ET LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES (CVAE) DE ZONE

- [I.] Les EPCI mentionnés au [III.1.] de l'article 1379-0 *bis* (ceux percevant la fiscalité professionnelle de zone : les communautés urbaines ayant rejeté la TP unique et les communautés de communes ayant moins de 500.001 habitants ayant créé, créant ou gérant une zone d'activités économiques), sont **substituées** aux **communes membres** pour :
 - les **dispositions** relatives à la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et à la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** acquittées par les **entreprises** implantées **dans une zone d'activités économiques (ZAE)** qui se situe sur le territoire d'une ou plusieurs communes membres,
 - et la **perception du produit** de ces taxes.

☞ Le dispositif est équivalent à celui applicable à l'ancienne taxe professionnelle de zone (TPZ). Les CFE et CVAE de zone sont instituées par délibération du conseil communautaire à la majorité simple de ses membres, avant le 1^{er} octobre pour être applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.

LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE DE ZONE
AUX COMMUNAUTÉS DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR CETTE FISCALITÉ

- [I *bis*.] Le [I.] (*ci-dessus*) est **applicable** aux **communautés de communes** ayant, **avant le 31 décembre 2010, opté**, en application de la 1^{ère} phrase du 1^{er} alinéa du [II.] (*du même article*) dans sa **rédaction** en vigueur **jusqu'à cette date** (TP de zone), pour l'**application** des **dispositions** de cette phrase.

LA COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES (CFE) DE ZONE ÉOLIENNE

- [II.1.] Les EPCI mentionnés au [III.2] de l'article 1379-0 *bis* (les communautés de communes de moins de 500.001 habitants) :
 - sont **substituées** aux **communes membres** pour les **dispositions** relatives à la **CFE** afférente aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes)** implantées sur le territoire de ces communes à **compter** de la **publication** de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 (loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique),
 - et **perçoivent le produit** de cette taxe.

L'IFER SUR LES ÉOLIENNES ET LES HYDROLIENNES

- [II.2.] Les EPCI mentionnés au [II.1.] (les communautés de communes de – 500.001 habitants percevant la CFE de zone éolienne) :
 - **se substituent** également aux **communes membres** pour les **dispositions** relatives à la **taxe annuelle sur les installations de production d'électricité**, prévue à l'article 1519 D (IFER « éoliennes » et « hydroliennes »),
 - et en **perçoivent le produit**.

LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA FPZ ÉOLIENNE (FEU)
AUX COMMUNAUTÉS DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR CETTE FISCALITÉ

- [II *bis*.] Le [II.] (*ci-dessus*) est **applicable** aux **communautés de communes** ayant, **avant le 31 décembre 2010, opté**, en application de la 2^{ème} phrase du 1^{er} alinéa du même [II.] dans sa **rédaction** en vigueur **jusqu'à cette date** (TP de zone éolienne), pour l'**application** des **dispositions** de cette phrase.

☞ Le présent article transpose, de plein droit, le régime de fiscalité professionnelle en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011 aux communautés de communes ayant opté avant 2011 pour le régime fiscal équivalent.

LA POSSIBILITÉ DE VOTE DES TAUX DIFFÉRENTS DE CFE DE ZONE ET DE CFE DE ZONE ÉOLIENNE

- [III.1.a.] Le conseil des EPCI faisant **application** des [I.] et [II.] du présent article (*ci-dessus*), **vote les taux de CFE de zone et de CFE de zone éolienne** dans les **conditions** déterminées à l'article 1636 B *decies* (*mêmes limites que pour la CFE unique*).
- Lorsque l'EPCI décide de faire **application** des [I.] et [II.1.] (CFE de zone et CFE de zone éolienne), il **peut fixer 2 taux différents** pour **chacun** de ces régimes.

Dans ce cas, et lorsqu'une **installation** visée au **[II.1.]** (*éolienne*) est **implantée** dans une **zone** mentionnée au **[I.]** (*ZAE soumise à la CFE de zone d'activités économiques*), le **[II.1.]** (*CFE de zone éolienne*) est **applicable**.

L'INTÉGRATION PROGRESSIVE POSSIBLE, PENDANT 12 ANS, DES TAUX DE CFE DE ZONE ET DE CFE ÉOLIENNE

DEL ▪ **[III.1.b.]** Des **taux d'imposition différents** du **taux communautaire** fixé en application du **[III.1°a.]** (*ci-dessus*) **peuvent être appliqués** pour l'établissement des **12 premiers budgets** de la communauté.

Les **écarts** entre les **taux applicables** dans chaque **commune membre** et le **taux communautaire** sont **réduits** dans les **conditions** prévues au **[III. 1° b.]** de l'**article 1609 nonies C** (*par parts égales*).

LA DÉTERMINATION DU TAUX DE CFE DE ZONE OU ÉOLIENNE EN CAS DE RATTACHEMENT DE COMMUNES

- **[III.2.]** Le **[III]** de l'**article 1638 quater** (*intégration progressive ou immédiate du taux de CFE*) est **applicable** :
 - en cas d'**incorporation** d'une **commune** ou partie de commune dans une **zone d'activités économiques**,
 - ou en cas de **rattachement** d'une **commune** sur le territoire de laquelle sont implantées des **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** (*éoliennes*) à un **EPCI** faisant **application** du **[II.]** (*FEU*).

[article 1609 *nonies* BA du CGI]

LES DÉCISIONS POUVANT ÊTRE PRISES EN MATIÈRE DE CFE LORSQU'UNE ZONE D'ACTIVITÉS SE SITUE SUR LE TERRITOIRE D'UNE AGGLOMÉRATION NOUVELLE ET UNE COMMUNE LIMITROPHE

▪ [I.] Lorsqu'une **zone d'activités économiques** se situe à la fois sur le **territoire** d'une **agglomération nouvelle** et sur celui d'une **commune limitrophe** de cette agglomération nouvelle et comprise dans le **périmètre d'intervention** d'un **établissement public d'aménagement de villes nouvelles**, l'**organe délibérant** de l'**agglomération nouvelle** et le **conseil municipal** de la **commune concernée** peuvent, par **délibérations concordantes** :

- **décider** que le **taux** de la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** acquittée dans cette zone sera **celui s'appliquant** chaque année **sur le territoire de l'agglomération nouvelle**,
- **convenir** de la **répartition** du **produit** de cette **cotisation** afférent à ladite zone
- et **fixer**, en tant que de besoin, leurs **obligations réciproques**.

Ces **délibérations** déterminent également le **périmètre** de la **zone d'activités concernée**.

LA SUBSTITUTION DE L'AGGLOMÉRATION NOUVELLE À LA COMMUNE POUR L'ENSEMBLE DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA CFE

▪ [II.1.] L'**agglomération nouvelle** :

- **se substitue** à la **commune** pour l'application de l'**ensemble des dispositions** relatives à la **CFE**
- et **perçoit** le **produit** de la **cotisation acquittée** dans la **zone**.

LES CONSÉQUENCES DE LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE L'AGGLOMÉRATION NOUVELLE ET LA COMMUNE LIMITROPHE

▪ [II.2.] Lorsque les **modalités de répartition du produit** de la **CFE** entre l'**agglomération nouvelle** et la **commune** sont **fixées par convention**, et pour la **durée** de cette **convention** :

- [a.] les **délibérations applicables** sont celles **prises par l'agglomération nouvelle**.
Toutefois, les **dispositions** du 1^{er} alinéa du [III.] de l'article 1639 A *ter* sont **applicables** ;
- [b.] sont **versées à l'agglomération nouvelle** les **allocations compensatrices**, prévues
 - au [III.] de l'article 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire,
 - au [B.] de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 modifiée relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville,
 - aux [III.] et [IV.] de l'article 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997).

Toutefois, le **taux retenu** pour le **calcul** de celles **perçues** dans la **partie** de la **zone d'activités située hors de l'agglomération nouvelle** est le **taux de référence** de la **commune**.

LA SUBSTITUTION DE L'EPCI À FPU À LA COMMUNE LIMITROPHE MEMBRE DANS SES RELATIONS AVEC L'AGGLOMÉRATION NOUVELLE

▪ [II.3.] Lorsqu'une **commune** fait **application** des **dispositions** du **présent article**, l'EPCI soumis au régime de l'article 1609 *nonies* C (FPU) auquel elle adhère **lui est substitué** dans les **délibérations** qu'elle a **prises en application** du [I.].

L'**agglomération nouvelle** :

- **se substitue** à cet **EPCI** pour l'application de l'**ensemble des dispositions** relatives à la **CFE**
- et **perçoit** le **produit** de la **cotisation acquittée** dans la **zone** pour la **période** de la **convention** restant à **courir**.

Les **dispositions** du [II.2.] sont **applicables**.

LA POSSIBILITÉ DE RÉDUIRE, SUR 5 ANS, L'ÉCART DE TAUX DE CFE

▪ [III.] Toutefois, l'**organisme délibérant** de l'**agglomération nouvelle** et le **conseil municipal** de la **commune** peuvent **décider**, par **délibérations concordantes**, de **réduire progressivement** dans la **partie** de la **zone d'activités située hors de l'agglomération nouvelle**, l'**écart** entre le **taux** de la **CFE** de la **commune limitrophe** et celui de l'**agglomération nouvelle**.

Cette **réduction** de l'**écart de taux** s'effectue à raison du 5^{ème} par année pendant 5 ans.

**LES MODALITÉS D'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES FISCALES
PERÇUES DE DROIT PAR UN EPCI LEVANT LA FISCALITÉ PROFESSIONNELLE UNIQUE (FPU)**

[article 1609 *nonies* C du CGI]

LA SUBSTITUTION DE DROIT À LEURS COMMUNES MEMBRES POUR LA CFE, LA CVAE ET L'ENSEMBLE DES IFER

- [I.] Les EPCI mentionnés au [I.] de l'article 1379-0 *bis* (ceux levant la fiscalité professionnelle unique) sont **substitués** aux **communes membres** :
 - pour l'application des **dispositions** relatives à la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et à la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**,
 - et pour la **perception** du **produit** de ces **taxes**.
- [I *bis.*] Ils sont également **substitués** aux **communes membres** pour la **perception** :
 - [I *bis.*1.] du **produit** des composantes de l'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)** relatives aux :
 - [a.] aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** (*éoliennes terrestres*) et aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique** (*hydroliennes*) situées dans les **eaux intérieures** ou la **mer territoriale**, prévue à l'article 1519 D,
 - [b.] aux **installations de production d'électricité d'origine nucléaire** ou **thermique à flamme**, prévue à l'article 1519 E,
 - [c.] aux **centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque** ou **hydraulique**, prévue à l'article 1519 F,
 - [d.] aux **transformateurs électriques**, prévue à l'article 1519 G,
 - [e.] aux **stations radioélectriques** (*antennes-relais et antennes de radiodiffusion ou de télédiffusion*), prévue à l'article 1519 H,
 - [f.] aux **installations de gaz naturel liquéfié**, aux **stockages souterrains de gaz naturel**, aux **canalisations de transport de gaz naturel**, aux **stations de compression du réseau de transport de gaz naturel** et aux **canalisations de transport d'autres hydrocarbures** prévue à l'article 1519 HA,
 - [I *bis.*2.] du **produit** de la **taxe additionnelle** à la **taxe foncière sur les propriétés non-bâties**, prévue à l'article 1519 I.

**LA POSSIBILITÉ DE TRANSFERT À L'EPCI DES REVERSEMENTS DE FNGIR
DONT BÉNÉFICIENT SES COMMUNES MEMBRES**

- [I *bis.*3.] le cas échéant, sur **délibération concordante** des **communes membres** et de l'**EPCI**, du **reversement** du **Fonds national de garantie individuelle des ressources communales et intercommunales (FNGIR)**, prévu au [2.1.] de l'article 78 de la loi de finances pour 2010.

☞ La présente disposition vise à permettre d'introduire dans les relations financières entre un EPCI et ses communes membres les éventuels reversements au titre du FNGIR dont celles-ci bénéficient. Ainsi, les négociations financières au sein de l'EPCI pourront éventuellement porter sur le transfert des reversements du FNGIR des communes à l'EPCI.

Cet article apparaît protecteur des communes membres, puisque le transfert du FNGIR ne pourra se faire que par délibération concordante de l'EPCI et de l'ensemble de ses communes membres.

Il ouvre une option et ne remet pas en cause le droit des communes membres de bénéficier d'une compensation des effets de la réforme de la taxe professionnelle.

Toutefois, il convient de rappeler que les communes membres d'un EPCI levant la FPU ne peuvent percevoir un reversement du FNGIR (voire de la DC RTP) qu'au titre de la part « communes concernées » des ex-fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

Cette disposition, même si cela n'est pas expressément précisé, devrait plutôt s'appliquer au moment de la création d'un EPCI levant la FPU, du passage à la FPU d'un EPCI levant auparavant la fiscalité additionnelle, ou lors de l'adhésion d'une commune.

L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITÉ MIXTE

- [II.] Le conseil des EPCI percevant la **fiscalité professionnelle unique** vote les taux de la **taxe d'habitation** et des **taxes foncières**.

☞ Cette rédaction instaure une fiscalité mixte de droit pour les EPCI levant antérieurement la TPU.

**LA FIXATION DES TAUX DES IMPÔTS MÉNAGES,
LA 1^{ÈRE} ANNÉE D'APPLICATION DE LA FISCALITÉ MIXTE ET LES ANNÉES SUIVANTES**

DEL ▪ La 1^{ère} année d'application de l'article 1609 *nonies* C, ainsi que l'année qui suit celle au titre de laquelle l'EPCI a voté un **taux égal à zéro** pour ces **3 taxes**, les **rappports** entre les **taux** de la **TH** et des **TF** votés par le **conseil de l'EPCI** sont **égaux** aux **rappports constatés l'année précédente** entre les **taux moyens pondérés** de chaque taxe dans l'**ensemble des communes membres**.

▪ **Par dérogation**, lorsque l'EPCI percevait une **fiscalité additionnelle** l'**année précédant** celle de l'**application** de ces **dispositions**, les **rappports** entre les **taux** de la **TH** et des **TF** établis par l'EPCI **peuvent être égaux** aux **rappports** entre les **taux** de **TH** et de **TF** votés par lui l'**année précédente**.

☞ Dans le cas où une communauté à fiscalité additionnelle décide d'appliquer la fiscalité professionnelle unique, elle peut opter pour fixer les 3 taux ménages de sa fiscalité mixte selon les mêmes rapports que ceux constatés l'année précédente pour ses 3 taux de fiscalité additionnelle (TH et TF).

▪ Les **années suivantes**, le **taux** de la **TFNB** ne peut **pas augmenter plus** (ou **diminuer moins**) que le **taux** de la **TH** jusqu'à la date de la **prochaine révision**.

LA FIXATION DU TAUX DE LA CFE UNIQUE LA 1^{ÈRE} ANNÉE D'APPLICATION

▪ [III.1^a.] Le **taux** de la **CFE** est **voté** par le **conseil** (*communautaire*) mentionné au [II.] dans les **limites** fixées à l'.

LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DU MOYEN PONDÉRÉ DE CFE, MAJORÉ LE CAS ÉCHÉANT DU TAUX ADDITIONNEL DE CFE

▪ La 1^{ère} année d'application du présent **article 1609 nonies C**, le **taux** de **CFE** voté par le **conseil** de l'EPCI ne peut **pas excéder** le **taux moyen pondéré** (*par l'importance relative des bases*) de la **CFE** des **communes membres** constaté l'**année précédente**.

▪ **Par dérogation**, lorsque l'EPCI percevait une **fiscalité additionnelle** l'**année précédant** celle de l'**application** de ces **dispositions**, le **TMP** ci-dessus est **majoré** du **taux** (*additionnel*) de la **CFE** perçue l'**année précédente** par cet EPCI.

▪ Les **deux alinéas ci-dessus** s'appliquent également la 1^{ère} **année de perception** de la **CFE** par un **EPCI** faisant application des régimes déterminés à l' (*EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone*).

LE RAPPROCHEMENT PROGRESSIF DES TAUX DE CFE

▪ [III.1^b.] Le **taux** de **CFE** applicable dans **chaque commune membre** est **rapproché** du **taux** de l'EPCI, **jusqu'à** l'**application** d'un **taux unique**, l'**écart** étant **réduit chaque année** par **parts égales**, dans des **proportions** dépendant du **rappport** observé, l'**année précédant** la 1^{ère} **année d'application** de la **CFE** unique, entre :

- le **taux** de la **commune la moins taxée**,
- et le **taux** de la **commune la plus taxée**.

▪ Lorsque ce **rappport** est **supérieur à 90 %** (« et inférieur à 100 % »...), le **taux** de l'EPCI s'applique **dès la 1^{ère} année**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 80 %** et **inférieur à 90 %**, l'**écart** est :

- **réduit de moitié** la 1^{ère} **année**,
- et **supprimé** la 2^{de} **année**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 70 %** et **inférieur à 80 %**, la **réduction** s'opère par **tiers**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 60 %** et **inférieur à 70 %**, la **réduction** s'opère par **quart**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 50 %** et **inférieur à 60 %**, la **réduction** s'opère par **cinquième**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 40 %** et **inférieur à 50 %**, la **réduction** s'opère par **sixième**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 30 %** et **inférieur à 40 %**, la **réduction** s'opère par **septième**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 20 %** et **inférieur à 30 %**, la **réduction** s'opère par **huitième**.

Lorsque le **rappport** est **supérieur à 10 %** et **inférieur à 20 %**, la **réduction** s'opère par **neuvième**.

Lorsque le **rappport** est **inférieur à 10 %**, la **réduction** s'opère par **dixième**.

rapport, observé l'année précédant l'application de la CFE, entre : - le taux de la commune la moins taxée - et le taux de la commune la plus taxée	durée d'uniformisation	fraction appliquée pour la réduction de l'écart
- compris entre 90 % et 100 %	immédiate	-
- compris entre 80 % et 90 %	2 ans	moitié
- compris entre 70 % et 80 %	3 ans	tiers
- compris entre 60 % et 70 %	4 ans	quart
- compris entre 50 % et 60 %	5 ans	cinquième
- compris entre 40 % et 50 %	6 ans	sixième
- compris entre 30 % et 40 %	7 ans	septième
- compris entre 20 % et 30 %	8 ans	huitième
- compris entre 10 % et 20 %	9 ans	neuvième
- inférieur à 10 %	10 ans	dixième

LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LA DURÉE DE LA PÉRIODE DE RÉDUCTION DES ÉCARTS DE TAUX

DEL ■ [III.1°c.] Le conseil de l'EPCI mentionné au [II.] peut, par une **délibération** adoptée à la **majorité simple** de ses **membres**, **modifier** la **durée** de la **période de réduction des écarts** résultant du [III. 1° b.] ci-dessus, **sans** que cette **durée** puisse **excéder 12 ans**.

■ La **délibération** doit intervenir dans les **conditions** prévues à l'**article 1639 A** (*avant le 1^{er} octobre*), au cours des **2 premières années** d'application du [I.] du présent article.

■ Cette **délibération** ne peut **pas** être **modifiée ultérieurement**, sauf en cas de **retrait d'une ou plusieurs communes**, en application des **articles** suivants du **CGCT** :

- **L. 5211-41-1** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'un EPCI se transformant en CA ou CU et s'étendant, nécessaire à leur développement ou à leur évolution en pôle urbain - CA - ou en métropole régionale - CU -*),
- **L. 5215-40-1** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'une CU, nécessaire à son évolution en métropole régionale*),
- et **L. 5216-10** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'une CA, nécessaire à son développement*).

■ Pour l'**application** de cette **disposition**, la **réduction des écarts de taux** s'opère, **chaque année**, par **parts égales**.

Dans le cas où le dispositif de **réduction des écarts** de taux est déjà **en cours**, l'**écart** est **réduit chaque année**, par **parts égales**, en proportion du **nombre d'années restant à courir** conformément à la **durée** fixée par la **délibération**.

LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE APPLICABLE ANTÉRIEUREMENT DANS CHAQUE ZONE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

■ [III.1°d.] Lorsqu'un **EPCI** faisant **application** du [I.] de l'**article 1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone*) opte pour le **régime** prévu au présent article ou devient **soumis** à ce **régime**, le **taux constaté** dans une **commune** l'**année précédente** est le **taux appliqué** en dehors des **zones d'activités économiques** existant sur son territoire **antérieurement** au **changement de régime**.

Le **taux constaté** l'**année précédente** dans **chaque zone** (ou **fraction de zone** si celle-ci est implantée sur le territoire de plusieurs communes) est alors **assimilé** à celui d'une **commune membre supplémentaire** pour l'**application** du présent [III.].

Ce **dispositif** est **applicable** dans les **mêmes conditions** lorsque l'EPCI fait **application** du [II.] de l'**article 1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone*).

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1638 QUATER EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE

■ [III.2°] En cas de **rattachement** d'une **commune** à un **EPCI** levant la **fiscalité professionnelle unique**, les dispositions des [I.], [II.], [II bis.] et [VI.] de l'**article 1638 quater** sont **applicables**.